

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année Scolaire 1921-1922 — N° 44

La Lutte Mondiale contre l'Alcoolisme

pendant la guerre de 1914-1918

THÈSE

PRÉSENTÉE

à la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lyon

et soutenue publiquement le 19 Décembre 1921

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

MAURICE DEMIMUID

né le 14 Février 1896, à BRIENNE (Saône-et-Loire)



SAINT-ÉTIENNE

IMPRIMERIE DE L'INSTITUTION DES SOUDES-MUETS
40, Rue Franklin, 40

—
1921



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Lutte Mondiale contre l'Alcoolisme

pendant la guerre de 1914-1918



FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année Scolaire 1921-1922 — N° 44

La Lutte Mondiale contre l'Alcoolisme

pendant la guerre de 1914-1918

THÈSE

PRÉSENTÉE

à la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lyon

et soutenue publiquement le 19 Décembre 1921

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

MAURICE DEMIMUID

né le 14 Février 1896, à BRIENNE (Saône-et-Loire)



SAINT-ÉTIENNE

IMPRIMERIE DE L'INSTITUTION DES SOURDS-MUETS
40, Rue Franklin, 40

—
1921

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

Doyen honoraire.....	M. HUGOUNENQ.
Doyen.....	MM. J. LEPINE.
Assesseur.....	ROQUE.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. AUGAGNEUR, CAZENEUVE, BEAUVISAGE, LACASSAGNE, TESTUT.

PROFESSEURS

Cliniques médicales.....	}	MM. TEISSIER.
Cliniques chirurgicales.....		ROQUE.
Clinique obstétricale et Accouchements.....		BARD.
Clinique ophtalmologique.....		TIXIER.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....		BERARD.
Clinique neurologique et psychiatrique.....		X...
Clinique des maladies des enfants.....		ROLLET.
Clinique des maladies des femmes.....		NICOLAS.
Clinique d'oto-rhino-laryngologie.....		LEPINE (J.)
Clinique des maladies des voies urinaires.....		WEILL.
Clinique chirurgicale des maladies des enfants.....		POLLOSSON (A.)
Physique biologique, Radiologie et Physiothérapie.....		LANNOIS.
Chimie biologique.....		ROCHET.
Chimie organique et Toxicologie.....		NOVE-JOSSERAND.
Matière médicale et Botanique.....		CLUZET.
Parasitologie et Histoire naturelle médicale.....		HUGOUNENQ.
Anatomie.....		MOREL.
Anatomie générale et Histologie.....		MOREAU.
Physiologie.....		GUIART.
Pathologie interne.....		LATARJET.
Pathologie et Thérapeutique générales.....		POLICARD.
Anatomie pathologique.....		DOYON.
Médecine opératoire.....		COLLET.
Médecine expérimentale et comparée.....		MOURIQUAND.
Médecine légale.....		PAVIOT.
Hygiène.....		VILLARD.
Thérapeutique.....		ARLOING (F.)
Pharmacologie.....		Etienne MARTIN.
		GOURMONT (P.)
		PIC.
		FLORENCE (A.)

PROFESSEURS TITULAIRES SANS CHAIRE

Chargé d'un cours de Pathologie externe.....	VALLAS.
— — Propédeutique de gynécologie.....	CONDAMIN.
— — Chimie minérale.....	BARRAL.
— — Accouchements.....	COMMANDEUR.
— — Urologie.....	GAYET.

CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES

Anatomie topographique.....	PATEL.	Embryologie.....	HOVELACQUE.
Botanique.....	BRETIN.	Stomatologie.....	TELLIER.

AGRÉGÉS

MM.	MM.	MM.	MM.
NOGIER.	SAVY.	HOVELACQUE.	ROUBIER.
BRETIN.	FROMENT.	TRILLAT.	FAVRE.
LERICHE.	THEVENOT (Lucien).	SARVONAT.	MURARD.
THEVENOT (Léon)	PIÉRY.	FLORENCE (G.)	BONNET.
TAVERNIER.	COTTE.	ROCHAIX.	GRAVIER, chargé
GADE.	DUROUX.	CORDIER.	des fonctions.
GARIN.			

M. BAYLE, secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. ETIENNE MARTIN, *Président*; THÉVENOT LUCIEN, *Assesseur*;
MM. PIÉRY et FLORENCE G., *Agrégés*.

La Faculté de Médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MES GRANDS PARENTS

A MON PÈRE — A MA MÈRE

En témoignage de ma profonde affection
et de ma grande reconnaissance.

A TOUS LES MIENS

A TOUS CEUX QUI ME SONT CHERS

A LA MÉMOIRE GLORIEUSE DE MON COUSIN

FERNAND DEMIMUID

*Sous-Lieutenant d'Artillerie
Chevalier de la Légion d'Honneur
Tué à l'ennemi le 1^{er} Avril 1917*

A LA MÉMOIRE DE MON COUSIN

ANDRÉ DESNOYERS

*Aviateur
Mort pour la France*

A LA MÉMOIRE DE MES CAMARADES
MORTS AU CHAMP D'HONNEUR

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE
MONSIEUR LE PROFESSEUR ÉTIENNE MARTIN

Professeur de Médecine légale

Il nous a fait le très grand honneur
d'accepter la présidence de cette thèse.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ
A. HOVELACQUE

Pendant les heures sombres de captivité
il nous a apporté le précieux réconfort de
sa science et de son action morale. Nous
lui en exprimons ici toute notre gratitude.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ
F. FAUGÈRE

*Professeur agrégé des Facultés de Médecine
Ex-Médecin-Chef au 206^e Régiment d'Infanterie (Verdun 1916)*

A TOUS MES MAÎTRES

A MES JUGES

AVANT-PROPOS

Ce dernier acte de notre vie d'étudiant est pour nous l'occasion de remplir un agréable devoir : celui de remercier Monsieur le Professeur Etienne Martin. Il s'est acquis par deux fois des droits à notre reconnaissance : d'abord en nous ouvrant les portes de son laboratoire où, pendant un an, sous sa direction bienveillante, nous avons pu travailler et préparer le Diplôme de Médecine Légale et de Psychiâtrie ; puis, en nous proposant le sujet de cette thèse et en nous aidant à le traiter par ses conseils que sa haute autorité rendait particulièrement précieux. Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de notre profonde gratitude et de notre entier dévouement.

Nous tenons également à remercier Monsieur Jean Letort, avocat à la Cour d'Appel de Paris, qui nous a procuré une riche documentation et nous a fait profiter de sa grande compétence dans la question de l'antialcoolisme.

INTRODUCTION

Deux dangers ont menacé les peuples en guerre : les armes de l'ennemi qui battaient leurs frontières, les vices sociaux et parmi eux l'alcoolisme, qui, sourdement, minaient leur vitalité. Contre le premier la défense était plus facile, il apparaissait visible et pressant. Le second, plus redoutable peut-être, trouvait une double complicité dans l'insouciance des uns et l'intérêt des autres.

C'était, en particulier, le cas de la France où, avant la guerre, aucune mesure vraiment efficace n'avait été prise contre l'alcoolisme. La production viticole du sol apparaissait de prime abord comme une condition défavorable à la cause de l'antialcoolisme ; de plus, le législateur, chaque fois qu'il avait voulu opérer une réforme, s'était heurté aux intérêts coalisés des fabricants et des débitants de boissons. Mais, avec la guerre, la vente et la consommation libres de l'alcool devenaient un véritable danger. La nécessité s'imposait de réserver l'alcool pour la fabrication des explosifs et pour les besoins chirurgicaux ; d'autre part, il était indispensable de restreindre la consommation d'un poison qui aurait semé l'indiscipline dans l'armée, et qui aurait nui à la bonne tenue morale du pays. Des réformes importantes furent ainsi accomplies ; nous les étudierons en détail, et nous essaierons de dégager les résultats acquis.

Des raisons analogues incitaient également nos alliés à lutter contre l'alcoolisme. L'étude comparative des phases de cette lutte, et de l'orientation qu'elle a prise dans chaque pays nous permettra d'indiquer les solutions qui nous paraissent le plus acceptables pour la France.

Dès maintenant, nous pouvons dire qu'il reste beaucoup à faire. Mais l'importance de la tâche à accomplir ne doit pas rebuter ceux à qui elle est confiée. Nous osons espérer que le Parlement français se souviendra, en temps utile, des paroles prononcées par Monsieur Alexandre Ribot, du haut de la tribune de la Chambre, le 15 juin 1916 : « Tout le monde comprend, déclarait l'ancien Président du Conseil, que l'alcoolisme est devenu, dans ce pays, un danger national ; que si la France qui réagit victorieusement sur les champs de bataille, ne se défend pas contre l'alcoolisme et contre les misères qu'il entraîne, victorieuse sur les champs de bataille, demain la France pourrait être vaincue, parce qu'elle aurait manqué d'énergie et de courage ». Le Législateur français ne voudra pas qu'il en soit ainsi ; chargé d'assurer la grandeur de la Patrie et de conserver à la France la place qu'elle occupe à la tête des nations civilisées, il saura prendre des mesures efficaces contre le fléau permanent de l'alcoolisme et contre les ruines dont il est cause.

CHAPITRE PREMIER

La Russie tsariste et l'interdiction de la Vodka

En 1914, au moment de la déclaration de guerre, le monopole de la rectification, de la vente en gros et en détail de la vodka ou alcool de grains, fonctionnait en Russie depuis 20 ans. Le régime du monopole s'était substitué à celui de l'accise qui avait donné de mauvais résultats au point de vue financier.

L'Etat achetait donc aux producteurs l'alcool, le rectifiait et le revendait aux consommateurs dans des bouteilles cachetées; cette vente avait lieu dans des débits officiels dont le nombre était évalué à 26.000.

En 1913, le Monopole avait rapporté à l'Etat, 899 millions de roubles soit près de 2 milliards et demi, environ le 1/3 des recettes budgétaires. Au point de vue fiscal le régime du Monopole avait donc donné des résultats merveilleux; il n'en était malheureusement pas de même au point de vue moral. Les espoirs fondés par le Comte Witte et M. Vishnegradsky, les instigateurs du monopole, ne s'étaient pas réalisés.

Loin de diminuer, la consommation de l'alcool par tête d'habitant et par an, était passée de 0,52 Vedro (1) en 1893-94 à 0,61 vedro pour la période de 1909 à 1913. Cette consommation véritablement inquiétante plaçait la Russie au troisième rang des pays consommateurs d'al-

(1) 1 vedro = 12^l,29

cool; et les efforts des comités de tempérance et des fonctionnaires, chargés de développer les idées de tempérance, restaient absolument stériles.

Aussi fut-on généralement surpris, lorsque, en Janvier 1914, le Tsar appela au ministère des Finances M. Bark, pour succéder à M. Kokovzef, obligé de démissionner à la suite d'un débat mouvementé au Conseil d'Empire où le Comte Witte l'avait accusé de transformer le monopole en une mesure purement fiscale. En appelant M. Bark au pouvoir, le tsar, dans son rescrit, lui assignait comme une de ses tâches essentielles, la suppression progressive de la vente de l'alcool, « car, disait-il, le bon état des finances ne peut dépendre de la ruine morale et économique de beaucoup de citoyens ».

Le 31 Janvier 1914, le Tsar autorisait la fermeture des débits dans toutes les villes et villages où elle serait réclamée par la majorité de la population. Le peuple russe avait enfin pris conscience du péril alcoolique et bientôt dans toute la Russie des pétitions demandant la prohibition locale se couvrirent de signatures; du 1^{er} Février au 1^{er} Juillet 1914, 1149 débits dont 447 boutiques de monopole furent fermés.

Bientôt la guerre éclate; la Russie doit mobiliser. Il faut à tout prix éviter les désordres et les scandales, auxquels avait donné lieu la mobilisation de 1904, lors de la guerre russo-japonaise. Le gouvernement prend alors une mesure radicale; il ordonne la fermeture des débits d'eau-de-vie et l'interdiction à peu près complète de la vente des autres boissons alcooliques dans tout l'Empire, pendant la durée de la mobilisation. Les résultats de cette mesure se manifestèrent immédiatement : la mobi-

lisation eut lieu dans un ordre parfait. « On avait calculé qu'il y aurait un certain déchet en 1914, sur le chiffre des hommes convoqués, déclarait M. Bark en 1915, au cours d'un voyage à Paris; il n'y en eut pas et il se présenta beaucoup plus de soldats qu'on ne l'avait espéré. »

La décision de l'Empereur avait d'ailleurs été accueillie favorablement par tout le peuple russe qui bientôt trouva cette mesure insuffisante : un véritable mouvement de rage antialcoolique prit naissance au sein des assemblées communales et municipales, des syndicats ouvriers, pour demander au gouvernement, le maintien pendant toute la durée des hostilités, de la mesure qui venait d'être prise. Un règlement de prohibition fut adopté par le Conseil des ministres le 26 octobre 1914 et ratifié par le Tsar. Les débits de vodka restaient fermés et l'on reconnaissait aux assemblées municipales et aux assemblées de villages ainsi qu'aux assemblées de *zemstvos*, le droit d'interdire, sur les territoires de leur ressort, toutes les autres boissons alcooliques.

Enfin le 30 Juin 1916 la Douma d'Empire votait une loi interdisant après la guerre l'eau de vie et les boissons alcooliques; seuls les vins restaient soumis au régime de l'option locale.

Voyons comment a été appliquée la prohibition russe. La consommation illicite a-t-elle augmenté au point de se substituer intégralement à la consommation légale autorisée par le régime du monopole? Certes la fraude s'est accrue mais elle a été sévèrement réprimée et les quantités d'alcool produites par la distillation clandestine ont été singulièrement exagérées par les adversaires de la prohi-

bition. On a prétendu d'autre part que l'alcool était pour le paysan russe, un véritable besoin, et que le moujik s'était ingénié à remplacer la vodka par des mixtures plus ou moins étranges contenant de l'alcool : l'eau de Cologne, les vernis, l'alcool méthylique auraient fait les délices de certains buveurs impénitents. A la vérité ce furent là des exceptions, et si beaucoup firent l'essai de ces boissons de remplacement, peu nombreux furent ceux qui en firent leur boisson habituelle. Seul l'alcool dénaturé eut une certaine vogue ; mais les amateurs de cette boisson étaient rapidement atteints d'une intoxication à symptômes assez alarmants, qui nécessitait l'hospitalisation des buveurs. C'est ainsi que le Dr Mendelson rapporte que du 23 Août 1914 au 10 Avril 1915, la moyenne des intoxications par l'alcool dénaturé constatées à l'hôpital (Oboukhov à Pétrograd, fut de 45 par semaine. Ces cas assez nombreux d'intoxication durent frapper l'imagination des buveurs et peu à peu le nombre des amateurs d'alcool à brûler diminua.

Voyons maintenant quels ont été les résultats de la prohibition russe. Et d'abord au point de vue fiscal. On aurait pu croire que la Russie, subitement privée des ressources qu'elle tirait du monopole de la vodka, au moment même où elle avait à faire face aux dépenses considérables nécessitées par l'entretien de l'armée et de la marine, allait être inévitablement et rapidement conduite à la banqueroute. Il n'en fut rien : le budget fut beaucoup moins touché qu'on ne l'avait pensé. En effet le produit des autres impôts s'accrut dans des proportions considérables par suite du développement économique du pays ; bientôt les ressources fiscales tirées des Contributions directes et

indirectes compensèrent et au delà le déficit budgétaire créé par la suppression du monopole de l'alcool. Un exemple particulièrement frappant à cet égard fut l'augmentation de la consommation du sucre. Par ailleurs l'établissement de taxes nouvelles, l'élévation de certains impôts déjà existant contribuèrent au maintien de la balance entre les recettes et les dépenses.

D'autre part le gouvernement russe instituait des concours internationaux, dotés de prix en espèces, pour encourager le développement extensif de l'application de l'alcool ou de ses dérivés, au chauffage, à l'éclairage et à la production de la force motrice. Il encourageait également la recherche des meilleurs dénaturants de l'alcool, ainsi que l'application de l'alcool dans les diverses branches industrielles de la technologie chimique.

La répercussion de la prohibition russe sur la criminalité est assez difficile à juger étant données les circonstances particulières de l'état de guerre; par suite de la mobilisation, en effet, la plupart des jeunes hommes qui forment le contingent habituel des criminels avaient rejoint l'armée. Aussi ne peut-on tabler d'une façon absolue sur des statistiques manifestement influencées par des causes étrangères à la prohibition.

Néanmoins, il est intéressant de noter que la suppression temporaire de l'alcool avait eu pour effet, pendant la période du 17 juillet au 13 août (ancien style), de diminuer, à Moscou, le nombre des délits et des crimes de droit commun de 47 %. par rapport à la moyenne habituelle. Dans la ville de Simbirk la criminalité baissait de moitié, à Orel de 80 %, à Odessa de 75 %, à Kostroma de 95 %. (Renseignements fournis par une enquête des juges

d'instruction et par les statistiques du Département de la Justice).

Une statistique plus convaincante et qui n'a pas été influencée par les circonstances exceptionnelles de l'état de guerre, est celle qu'a publiée, en 1916, le Dr Matti Helenius-Seppala d'Helsingfors, dans l'*Internationale Monatsschrift zur Erforschung des Alkoholismus*. Elle est relative à la Finlande, pays où, le service militaire obligatoire n'existant pas, la population était restée la même qu'avant la déclaration de guerre et où les conditions générales d'existence ne s'étaient que très peu modifiées. La prohibition de l'alcool avait été appliquée en Finlande en même temps qu'en Russie. Or, le Dr Helenius nous apprend que le nombre des arrestations pour ivresse qui s'était élevé à 20.987 pour la période d'août à décembre 1913, est tombé à 4.937 pour la période correspondante de 1914, soit une diminution de 76 pour 100, tandis que, pour ces deux mêmes périodes, le nombre des délits dénoncés à la police passait de 5.250 à 2.949, soit une diminution de 44 pour 100.

Il était intéressant de rechercher comment s'était modifié à la suite de la prohibition, le nombre des incendies, qui sont souvent le fait de l'imprudence d'un ivrogne, à moins qu'ils ne soient allumés par un vieil alcoolique, chez qui la pyromanie n'est qu'une manifestation de la psychose alcoolique. Semenov s'est livré à une série de recherches sur ce sujet et de l'ensemble de son étude très documentée, nous ne citerons qu'un chiffre : pour l'ensemble de la Russie, la fréquence des incendies a diminué de 60 pour 100.

Tels sont, dans le domaine pénal, les résultats vraiment

saisissants fournis par la prohibition ; les résultats d'ordre financier et d'ordre économique leur sont-ils comparables ?

La prospérité générale du pays s'accrut notablement. D'après M. Bark, ministre des Finances, les caisses d'épargne accusaient, en 1913, un excédent des dépôts sur les retraits de 600.000 roubles. « Fin décembre 1914, cinq mois après la prohibition de l'alcool, cet excédent s'élevait à 29 millions de roubles, soit environ *cinquante fois plus*. Rien que dans la première quinzaine de janvier 1915, le peuple russe, et notamment les ouvriers, les moujiks, a remis aux mêmes caisses d'épargne 25 millions de roubles qui jadis étaient dépensés au cabaret... 25 millions de roubles en deux semaines !... Et cela alors que plus de 4 millions de soldats, ouvriers et agriculteurs, sont au front ! » Par contre, les prêts sur gage diminuèrent dans une notable proportion.

Des enquêtes approfondies furent faites par des statisticiens russes pour mettre en lumière l'influence de la prohibition sur le travail des ouvriers. L'une de ces enquêtes faite dans le district de Moscou portait sur 172 fabriques occupant 214.700 ouvriers ; elle montra que le chômage volontaire avait subi d'août à octobre 1914 une diminution de 31 p. 100, sur ce qu'il était en 1913. Tous les présidents des sociétés commerciales et de main-d'œuvre s'accordaient à reconnaître que les ouvriers étaient devenus méconnaissables et que la valeur et la productivité de leur travail s'étaient accrus dans une proportion considérable — 50 p. 100 environ.

La réforme russe avait donc été efficace et M. Stürmer, Président du Conseil, pouvait faire, en mars 1916, cette

déclaration : « Notre population agricole jouit d'une prospérité qu'elle n'a jamais connue... L'alcool était bien décidément le fléau qui rongeaît, qui décimait, qui appauvriissait notre peuple. Nous avons détruit cet ennemi au début de la guerre ».

La prohibition avait d'ailleurs été voulue par le peuple qui se félicitait le premier des résultats. Voici, en quels termes, un exposé des députés paysans, demandant de transformer en loi « à perpétuité » l'interdiction de l'eau-de-vie pendant la guerre, poétisait la situation : « Un miracle s'accomplit sur la terre russe ; le rêve que faisait depuis longtemps le peuple russe se réalisa ; le mal éternel de la Russie fut vaincu. Honte à tous ceux qui disaient que l'abstinence chez nous est impossible, qu'on ne l'obtient pas par des prohibitions et que sans le budget-ivre l'économie de l'Etat s'effondrerait... L'année que nous venons de passer a complètement régénéré notre peuple... Après cela, pour tous les honnêtes gens, pour tous ceux qui aiment sincèrement leur patrie, il doit être clair que le bonheur et la grandeur de la Russie sont dans l'abstinence, et que c'est le devoir d'un chacun, d'assurer cette abstinence à perpétuité ».

Quel sort la Révolution russe infligea-t-elle à la prohibition de l'alcool, œuvre du gouvernement tsariste ? Kerensky, qui conserva d'ailleurs M. Bark au ministère des Finances, maintint la réforme. Lorsque les Bolcheviks s'emparèrent du pouvoir, il laissèrent subsister l'interdiction de l'alcool. M. L. Haden-Guest, secrétaire et médecin de la délégation britannique du travail, a publié dans « *The Lancet* » un rapport sur la santé publique dans la Russie des Soviets, relation d'un voyage effectué, du

10 mai au 15 juin 1920, par la Délégation britannique qui visita Pétrograd, Moscou, Saratoff, Astrakan et traversa toute l'Esthonie. L'auteur, qui eut de nombreux entretiens avec le Dr Semasko, commissaire de la santé publique, homme d'une sincérité parfaite et d'une probité scientifique au-dessus de tout soupçon, s'exprime ainsi au sujet du régime de l'alcool en Russie soviétique : « Des mesures très sévères ont été prises contre l'usage de l'alcool. Par exemple, dans les chemins de fer, un employé qui se procure clandestinement de l'alcool et s'enivre est fusillé sans pitié. Au moment de la Révolution bolchevique, les Bolcheviks détruisirent de propos délibéré de très grandes quantités d'alcool et le fonctionnaire, qui présidait à cette destruction en un endroit, me raconta comment il surveillait les hommes chargés de la besogne, revolver à la main et contrôlant chaque homme à l'issue du travail, en respirant son haleine ». M. Haden-Guest ajoute que l'alcool est devenu très rare et que les faibles quantités encore existantes ne sont délivrées que par privilège spécial et dans un but médical.

Que s'est-il passé en Russie depuis 1920 ? Les troubles dus à la Révolution et à la guerre, l'absence de statistiques dignes de foi, nous privent de tout renseignement certain. Tout récemment, dans le but sans doute de reprendre les relations commerciales avec la France, le gouvernement bolchevique aurait rétabli le libre usage du vin en Russie. Il nous semble qu'il ne faille voir là qu'une mesure exceptionnelle dictée par les circonstances, et en toute justice, sans tenir compte du chaos et de l'anarchie politique, dans lesquels ils ont jeté leur pays, il faut reconnaître que les Bolcheviks furent de purs idéalistes et des antialcooliques convaincus.

La Russie, ou plus exactement le peuple russe, car la réforme avait été voulue par l'ensemble du pays et fut déterminée par un puissant mouvement d'opinion, a donc donné au monde entier, au début de la guerre, un merveilleux exemple. En faisant abstraction des événements qui ont suivi la chute des Tsars, on peut dire que l'application de la réforme pendant plus de deux années, a prouvé la possibilité sociale et économique de la prohibition totale de l'alcool dans un grand pays. Nous avons essayé de mettre en évidence les bienfaits qui en sont résultés dans les domaines pénal, financier et économique. Ils furent tellement merveilleux que l'on a pu dire que la suppression de la vodka avait été pour la Russie l'avènement d'un nouvel âge d'or.

Mais à côté de ces résultats qui intéressaient directement la Russie, il en est un autre d'une portée plus générale que nous voudrions tout au moins signaler : la régularité et l'ordre parfait avec lesquels eut lieu la mobilisation, permirent aux Russes de lancer, dès le mois d'août 1914, des corps de cavalerie dans la direction de Berlin ; plusieurs armées allemandes furent ainsi immobilisées sur le front oriental et ne purent prendre part à la ruée sur Paris. Ne faut-il pas voir dans cet événement en apparence de peu d'importance, l'un des facteurs de la brillante victoire française de la Marne, dont les conséquences sur l'issue finale de la guerre furent incalculables. Et plus tard, le Kaiser, supputant ses chances de victoire, ne disait-il pas mélancoliquement : « J'étais sûr d'écraser les Russes quand ils s'adonnaient librement à l'alcool, mais maintenant qu'ils sont sobres, la besogne est beaucoup plus difficile. Mais qui pouvait prévoir le coup d'état antialcoolique perpétré par Nicolas II ? »

CHAPITRE II

La lutte antialcoolique en Belgique : la loi Vandervelde

La Belgique occupait, avant la guerre, le troisième rang parmi les nations alcooliques. Le nombre des débits atteignait, en 1912, le chiffre de 219.405, soit un débit pour 34 habitants. La consommation annuelle par habitant, après avoir atteint, en 1895, le maximum de 10^l,62 d'alcool à 50°, s'était abaissée à 5^l,76 en 1905 et n'atteignait plus que 5^l,52 en 1913.

C'est que, d'une part, le gouvernement belge avait encouragé l'utilisation industrielle de l'alcool ; d'autre part, des mesures législatives assez énergiques avaient été prises. La loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique contenait des dispositions excellentes : elle interdisait en particulier le paiement des salaires des ouvriers dans les « cabarets, débits de boissons, magasins, boutiques ou dans des locaux y attenants » ; malheureusement, comme la loi analogue française de 1873, elle était à peu près tombée en désuétude. La loi du 25 septembre 1906 avait interdit la fabrication, le transport, l'importation et la vente des absinthes, mais il s'en fallait qu'elle fut rigoureusement appliquée !

Une mesure plus efficace avait été la loi du 12 décembre 1912 sur les débits de boissons : en même temps qu'elle déterminait les conditions de salubrité matérielle et morale exigées des nouveaux débits, elle subordonnait

leur ouverture au paiement d'une taxe variant de 300 à 1.000 francs. En l'espace de 15 mois, elle avait fait diminuer le nombre des débits de 16.761. Signalons aussi que les taxes sur l'alcool avaient été à plusieurs reprises augmentées; elles atteignaient, en 1914, 200 francs par hectolitre d'alcool à 50° (Loi du 13 juin 1913). Enfin l'Etat favorisait la lutte contre l'alcoolisme, en accordant des subventions aux principales sociétés de tempérance.

Dès le début des hostilités, M. Max, le vaillant bourgmestre de Bruxelles, interdisait, dans la capitale belge, la vente et la consommation du genièvre et des spiritueux dans tous les cabarets et autres lieux ouverts au public. Des mesures analogues furent prises dans la plupart des autres villes et villages belges.

En ce qui concerne l'armée, le Roi Albert I^{er} avait interdit, dans la zone occupée par ses troupes, la vente des boissons distillées et des boissons fermentées.

Pendant les cinquante-deux mois d'occupation, l'autorité allemande interdit la vente de l'alcool à ses soldats, réglementa les heures d'ouverture des débits et ordonna la réquisition des vins et des liqueurs. Le résultat de ces mesures fut une diminution notable de l'ivrognerie et de l'alcoolisme, qui eut aussitôt sa répercussion sur la santé publique, par ailleurs si éprouvée par les restrictions alimentaires et les souffrances morales. La statistique suivante publiée, en 1919, par le Docteur Ley, relative aux cas de psychose alcoolique, observés à l'Hôpital Saint-Jean, à Bruxelles, est nettement caractéristique :

Années	Nombre de cas
1913	58
1914	44

Années	Nombre de cas
1915	15
1916	9
1917	5
1918	2

Au moment de l'armistice, des mesures sévères s'imposaient pour éviter les désordres qui auraient pu accompagner la délivrance de la Belgique et la joie du peuple belge à se retrouver dans la patrie libérée. Le 15 novembre 1918, le Roi édicta un arrêté-loi interdisant la fabrication, l'importation, la vente et le débit d'alcool distillé et de toute boisson titrant plus de 15° d'alcool. Mais ce n'était là qu'une mesure transitoire, limitée à la durée de la guerre. Il était nécessaire de régler d'une façon définitive le régime de l'alcool.

En pleine guerre, la question avait d'ailleurs préoccupé le gouvernement belge, installé au Havre ; une commission, présidée par M. Vandervelde, ministre de la justice, avait été constituée pour élaborer un projet de loi relatif à la suppression de l'alcool de bouche, et à la limitation du nombre des débits.

Aussi à l'instigation de M. Vandervelde, le Parlement votait-il, le 2 août 1919, une loi concernant les débits de boissons fermentées, et, le 29 août, une loi sur le régime de l'alcool. (1)

La première de ces lois renforçait, pour les nouveaux débits, les conditions de salubrité et de moralité exigées par la loi du 12 décembre 1912 ; en outre elle frappait l'ouverture des nouveaux débits, d'une taxe proportion-

(1) Ces lois ont paru au *Moniteur belge* du 10 septembre 1919, pages 4.505 et 4.512.

nelle à l'importance de la commune, mais qui ne pouvait être inférieure à 600 francs.

Plus importante est la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool. Par son article 1^{er}, elle interdit la consommation et la vente des boissons spiritueuses « dans tous les endroits accessibles au public, notamment les débits de boissons, hôtels, restaurants, ateliers, chantiers, etc. ». L'article 2 édicte que « les commerçants, autres que les débitants de boissons à consommer sur place, sont seuls autorisés à vendre ou à offrir des boissons spiritueuses à consommer en dehors de leur établissement, pour autant que chaque vente ou livraison comporte au moins *deux litres* ». Les infractions à la présente loi sont punies d'une amende de 500 à 5.000 francs et d'un emprisonnement d'un à six mois, à défaut du paiement de l'amende; en outre la fermeture du débit est prononcée. Notons enfin que les droits sur l'alcool sont quadruplés.

La réforme était donc d'importance puisqu'elle ne permettait plus aux cabaretiers que de vendre des boissons fermentées titrant moins de 18° d'alcool. Elle fut naturellement très mal accueillie par les fabricants et les débitants d'alcool. On craignit un moment que les élections législatives de novembre 1919 ne viennent détruire l'œuvre accomplie; heureusement il n'en fut rien : les candidats qui avaient promis d'abroger la nouvelle loi furent battus.

Mais la grande difficulté présente est de faire appliquer la loi. Le peuple belge qui, pendant les cinq années d'occupation, a considéré comme un devoir patriotique de désobéir aux ordres de l'ennemi, a perdu en quelque sorte le respect dû aux lois. Mais le gouvernement, décidé à sévir

avec rigueur contre les délinquants, a nommé, au début de 1920, une commission (dont le président est M. de Leener, professeur à l'Université de Bruxelles) chargée de rechercher les moyens d'assurer l'application stricte de la loi et d'étudier les mesures complémentaires à prendre pour lutter plus efficacement encore contre l'alcoolisme. La loi n'est donc pas restée lettre morte ; un seul chiffre le prouve : au 15 mai 1920, 2.104 contraventions avaient été dressées contre les débitants.

Quels ont été les effets généraux de la loi ? Elle est encore d'application trop récente pour que l'on puisse se faire une opinion. Les statistiques relatives à la consommation des boissons alcooliques, au nombre des délits et des crimes, à celui des aliénés, ne sont pas encore connues. Néanmoins, malgré la fraude qui existe, malgré la clause de la vente par deux litres que l'on a accusée de favoriser l'alcoolisme familial, il semble que l'on puisse attendre de la nouvelle loi des résultats satisfaisants. Espérons que les faits ne viendront pas démentir les prévisions !

CHAPITRE III

L'Œuvre de la Commission anglaise de Contrôle du Trafic des Liqueurs

Malgré sa production alcoolique assez faible, la Grande-Bretagne avait à souffrir du fléau de l'alcoolisme, les importations d'alcool atteignant un chiffre élevé. Une réaction s'était cependant produite vers 1905 et la consommation d'alcool par habitant et par an était passée de 21,34 en 1906 à 11,75 en 1911. Ce résultat était attribuable en grande partie à l'élévation des droits sur l'alcool (ils atteignaient 480 fr. par hectolitre en 1914) et pour une faible part aux prescriptions plus sévères édictées par les lois sur l'ivresse publique, ainsi qu'aux dispositions de la loi instituant la réduction progressive du nombre des débits.

Mais durant les quelques années qui précédèrent immédiatement la guerre, on avait assisté à une nouvelle augmentation de la consommation d'alcool, en même temps que s'élevait le nombre des condamnations pour ivresse publique.

Dès le début de la guerre, en Angleterre comme ailleurs, on comprit l'urgence d'apporter une solution au problème de l'alcoolisme. M. Lloyd George ne déclarait-il pas que l'Angleterre avait trois ennemis : l'Allemagne, l'Autriche et l'Alcool et que ce dernier n'était pas le moins à craindre ? Et plus tard, au début de la guerre

sous-marine, n'affirmait-il pas que les sous-marins allemands étaient, pour son pays, moins redoutables que l'alcool.

Le roi Georges V donna l'exemple en déclarant que, pendant toute la durée de la guerre, il s'abstiendrait de toute boisson contenant de l'alcool ; la plupart des ministres firent une déclaration analogue. Mais l'influence de l'exemple, même s'il vient de haut, n'est pas suffisante pour faire renoncer un peuple tout entier à ses habitudes. Des mesures d'ordre législatif s'imposaient.

Le 8 août 1914 fut votée la première loi pour la « Défense du Royaume ». Elle autorisait le roi à prendre toute mesure de sécurité utile. Quatre jours plus tard étaient promulgués deux décrets : l'un (Décret n° 7) donnait aux autorités navales et militaires, le pouvoir de fixer les heures de vente des boissons dans tout port de guerre ; l'autre (décret n° 17) établissait le contrôle de la vente des boissons à tout membre des armées de Sa Majesté. En exécution de ces décrets et pendant les dix premiers mois de la guerre, plus de 500 « Orders » furent pris dans les villes de garnison, et, en certains endroits, dans le district de Plymouth en particulier, on était arrivé à une réglementation assez sévère. Le 30 août 1914, les Chambres anglaises adoptaient en outre un projet de loi (*Intoxicating Liquor — Temporary Restriction*) qui autorisait le gouvernement à suspendre la vente des spiritueux dans les débits et les clubs ; la loi fut peu appliquée ; à la fin de 1914, 623 débits seulement, sur les 120.000 que comptait le Royaume, s'étaient vu retirer l'autorisation de vendre des spiritueux. En même temps, une campagne énergique était organisée dans le public pour convaincre

la population des méfaits de l'alcool et l'amener à une plus grande sobriété.

Le peu de résultats obtenus par ces différentes mesures obligea le gouvernement à utiliser des moyens plus énergiques. A la séance de la Chambre des Communes, le 29 avril 1915, M. Lloyd George déposa deux projets de loi. Le premier de ces projets proposait de quadrupler les taxes sur le vin et de doubler celles sur les spiritueux. Il souleva une violente opposition de la part des Parlementaires conservateurs et irlandais, et fut repoussé. Le second projet accordait à l'Etat le pouvoir de contrôler le trafic des liqueurs dans les régions où se fabriquaient les munitions et où étaient cantonnés les soldats de sa Majesté. La Chambre des Communes et la Chambre des Lords accueillirent favorablement ce projet et le 10 juin 1915 était créée une Commission de Contrôle de l'alcool (*Central Control Board — Liquor Traffic*); elle avait pour président Lord d'Abernon, pour conseiller scientifique le Dr W. C. Sullivan et comprenait 14 membres choisis par le Ministre des Munitions, parmi des fonctionnaires, des industriels et des chefs de groupements ouvriers.

Voyons de quels pouvoirs était investie cette Commission de Contrôle. Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 10 juin 1915, son pouvoir s'étendait sur tous les centres de fabrication de munitions et de rassemblement de troupes. Des ordonnances devaient, après enquête approfondie, déterminer ainsi des zones dans lesquelles la Commission de Contrôle aurait tout pouvoir pour fixer les heures d'ouverture des débits, réduire le nombre de ces établissements, régler le titre alcoolique et la vente au détail des spiritueux, en un mot

prendre toute mesure jugée utile pour lutter contre les méfaits sociaux de l'alcoolisme.

Quelle fut l'œuvre de cette Commission ? Pour la clarté de l'exposition nous la diviserons en deux parties : mesures restrictives et mesures constructives.

Avant d'édicter des mesures de restriction dans tel district ou tel comté, la Commission de Contrôle, le plus souvent à la requête du Ministère des Munitions, du Ministère de la Guerre ou de l'Amirauté, procédait à une enquête auprès des autorités militaires ou navales, des industriels et des chefs de Trade-Unions, pour se rendre compte des conditions locales et déterminer exactement l'étendue de la zone, où elle exercerait son action. En même temps des conférences publiques étaient organisées pour convaincre les ouvriers et les troupes de la nécessité des mesures à prendre. En fait, comme les usines de munitions et les camps d'instruction se multiplièrent rapidement, le contrôle de la Commission s'exerça bientôt sur la plus grande partie du pays : en mars 1916, dix-sept zones avaient été établies, groupant près des trois quarts de la population totale de la Grande-Bretagne.

Bien que les mesures prises aient légèrement varié d'une zone à l'autre, on peut résumer de la façon suivante, les restrictions principales qui furent mises en vigueur.

a) S'appuyant sur les données physiologiques qui montrent la plus grande nocivité de l'alcool absorbé à jeun ou loin des repas, la Commission réduisit les heures d'ouverture des débits. La consommation sur place aussi bien dans les débits que dans les clubs ne fut plus autorisée que pendant 5 heures $1/2$ sur 24. — de midi à 14 h. $1/2$ et de 18 à 21 heures. — La vente à emporter fut réduite, en

semaine, à 4 heures et demie, et complètement interdite le samedi et le dimanche.

b) Les « tournées », le « *treating* » c'est-à-dire le paiement par un autre consommateur, furent interdites ; et la suppression de cette coutume, si usitée parmi les ouvriers, paraît avoir donné les meilleurs résultats.

c) La bonne mesure de bière (*long pull*) faite par le cabaretier pour stimuler le consommateur fut interdite.

d) La vente au détail à crédit fut interdite.

e) Enfin le titre alcoolique des boissons distillées dû être abaissé et leur vente au détail en quantité inférieure à 1/4 de gallon (1) fut prohibée.

Toutes ces mesures étaient applicables aux clubs qui jusqu'alors n'étaient pas soumis à la même réglementation que les débits. Notons encore que la Commission de Contrôle avait le droit d'ordonner la fermeture ou de procéder au rachat des débits et des clubs. Toute infraction à un ordre de la Commission était considérée comme une offense à la loi de « *Defence of the Realm* » et punie d'une amende de 100 livres sterling et d'un emprisonnement de 6 mois avec « *hard labour* ».

A côté de l'œuvre restrictive accomplie par la Commission de Contrôle, se place son œuvre constructive destinée à prévenir le mal. Le but poursuivi était d'encourager le plus possible la consommation d'aliments solides et de boissons non alcooliques. Pour cela divers moyens furent employés.

a) Des efforts furent faits pour encourager les débitants à vendre des aliments et des boissons sans alcool ; ceux qui firent preuve de mauvaise volonté furent signalés

(1) 1 gallon = 4,543.

aux magistrats chargés du renouvellement des licences (*Licensing Justices*).

b) Un comité de médecins fut chargé de procéder à des recherches scientifiques relatives à l'effet de l'alcool sur l'organisme dans diverses conditions.

c) Mais c'est surtout par l'établissement de cantines industrielles distribuant aux ouvriers, pour un prix modique, des repas substantiels et des boissons hygiéniques (thé, cacao, lait), que la Commission s'est efforcé de prévenir les effets désastreux de l'alcool sur la productivité du travail. En faisant appel à la générosité des sociétés philanthropiques ou aux subventions du gouvernement, on parvint à créer ainsi environ 840 cantines, tant dans les manufactures nationales et les établissements soumis au contrôle de l'Etat que dans les entrepôts maritimes. Dans 95 p. 100 d'entre elles l'alcool était complètement pros crit. Fin 1918, leur établissement et leur entretien avait coûté 1.521.217 livres sterling ; elles avaient pu servir plus d'un million d'ouvriers.

Signalons encore, pour terminer cette revue rapide des différentes mesures prises, qu'en certaines régions, à Gretna et à Carlisle notamment, fut institué le contrôle direct du commerce des boissons par le rachat d'une partie ou de la totalité des établissements pourvus d'une licence : à Carlisle, foyer intense d'alcoolisme, 50 établissements sur 115 existant, furent ainsi rachetés.

Les réformes adoptées par la Commission de Contrôle eurent une influence des plus bienfaisantes tant sur l'ordre public que sur la santé des travailleurs et le rendement de la main d'œuvre. Pour juger des résultats obtenus on peut s'adresser soit à des données statistiques, soit à des

témoignages de gens autorisés, en contact intime avec la population du pays, industriels, médecins, chefs de groupements ouvriers, etc. Hâtons-nous de dire que nous aurons le moins souvent possible recours à ces témoignages qui n'expriment souvent qu'une impression personnelle, et que nous leur préférerons les chiffres des statistiques ; nous essaierons d'éliminer les causes qui ont pu les influencer, de façon à rétablir leur signification véritable.

Essayer de déterminer par un chiffre l'augmentation du rendement du travail est une tâche trop délicate pour être tentée. Notons néanmoins que les chefs d'industrie et les chefs des services gouvernementaux sont unanimes à signaler une amélioration de l'efficacité du travail.

La même remarque peut-être faite relativement à l'accroissement du bonheur individuel et du bien-être domestique, et là encore nous devons nous en rapporter à des témoignages qui d'ailleurs, sont tous d'accord pour affirmer que la condition sociale de l'ouvrier anglais s'est nettement améliorée.

Etudions maintenant les résultats obtenus dans le domaine pénal. Les 2 tableaux suivants montrent les variations des crimes contre les personnes et de la population des prisons (Angleterre et Pays de Galles).

	Assassinats et Meurtres	Coups et Blessures
1 ^{er} avril 1913 — 30 mars 1914.	603	8666
1 ^{er} avril 1916 — 30 mars 1917.	220	2801
Diminution.....	63 p. 100	68 p. 100

POPULATION DES PRISONS (LOCAL PRISONS)

	Hommes	Femmes	Total	Diminution par rapport au 4 août 1914
4 août 1914.	11531	2049	15580	—
31 mars 1915.	7178	2010	9188	32,3 p. 100.
31 mars 1916.	5321	1575	6896	49,2 —
31 mars 1917.	5778	1808	7586	44,1 —

Il y a lieu de faire remarquer qu'un grand nombre de condamnés à des peines légères ont été enrôlés dans l'armée et que, d'autre part, l'augmentation des salaires a permis à de nombreux délinquants de payer l'amende qui leur évitait la prison. Notons encore que par suite de l'enrôlement, le nombre des policiers avait diminué et que la répression des crimes et des délits était par suite moins énergique. L'augmentation incessante du corps expéditionnaire anglais en France avait aussi fait diminuer le chiffre de la population mâle, bien que cette diminution ait été en partie compensée par l'arrivée dans la métropole des troupes des Dominions et d'ouvriers des pays neutres. Pour toutes ces raisons, qu'il nous semble superflu de répéter pour chacune des statistiques que nous donnerons par la suite, les chiffres relatifs à la population féminine seule, nous paraissent d'une bien plus grande valeur.

Voici le nombre des condamnations pour ivresse parmi les femmes.

ANGLETERRE ET PAYS DE GALLES

1913	35.765
1914	37.311
1915	33.211

1916	21.245
1917	12.307
1918	7.222
1919	11.180
1920	15.246

En ce qui concerne les hommes, le nombre des condamnations passa de 153.112 en 1913 à 21.797 en 1918, soit une diminution de plus de 85 p. 100. En Ecosse, la réduction fut sensiblement la même.

Citons encore la statistique suivante intéressante en ce sens qu'elle montre l'influence de la suppression des tournées, et des ordres plus complets pris postérieurement. Elle indique pour la ville de Londres, la moyenne hebdomadaire des condamnations pour ivresse (hommes et femmes).

1914	1301
1915 (jusqu'à l'ordre de « <i>no-treating</i> »).	1070
1915 (depuis l'ordre de « <i>no-treating</i> », jusqu'aux ordres complets, 29 novembre).....	792
1915 (du 29 novembre à la fin de l'année)	743

Examinons maintenant quelques statistiques médicales. Les décès attribués à l'alcoolisme, exception faite pour les cas de cirrhose du foie ont déchu dans les proportions suivantes (Angleterre et Pays de Galles) :

	Hommes	Femmes	Total
1913	1112	719	1831
1914	1136	680	1816
1915	867	584	1451

1916	620	333	953
1917	358	222	580
1918	222	74	296
1919	285	84	369

soit, pour l'année 1918, une diminution de 84 p. 100, par rapport à 1913.

Les cas de morts dues à la cirrhose du foie ont diminué par rapport à 1913, de 16 p. 100 en 1915, de 23 p. 100 en 1916, de 41 p. 100 en 1917, de 57 p. 100 en 1918 et de 62 p. 100 en 1919. La diminution moins forte que dans la statistique précédente est due sans doute à ce que cette affection ne survient que tardivement chez des individus ayant fait pendant de longues années des abus d'alcool. On comprend sans peine, dans ces conditions, que des mesures restrictives, aussi sévères soient-elles, ne peuvent modifier du jour au lendemain, le chiffre des cas observés.

D'autres statistiques intéressantes furent encore dressées en Angleterre : c'est ainsi que les cas de delirium tremens traités dans les hôpitaux de Liverpool, Newcastle, Glasgow ont diminué d'environ 40 p. 100.

La police a enregistré aussi, chaque année, le nombre des tentatives de suicide — la loi anglaise considère la tentative de suicide comme un délit. — « L'impulsion au suicide, dit le Dr W. C. Sullivan, est une des caractéristiques des désordres de conduite, auxquels le buveur est enclin » et il estime à 70 p. 100 le nombre des tentatives infructueuses de suicide attribuables à l'alcoolisme. Voici les chiffres de 1913 à 1919 :

	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919
Hommes.	1458	1366	792	509	483	410	654
Femmes.	968	1049	816	436	452	400	568
Total...	2426	2415	1608	945	935	810	1222

Terminons enfin par une statistique curieuse, elle a trait aux morts par étouffement des enfants de moins d'un an. On prétend en effet que la mère ivre se couche sur son enfant et l'étouffe pendant son sommeil. Le chiffre des décès dus à ce genre de mort est passé de 1226 en 1913 à 662 en 1918 soit une diminution de 54 p. 100.

L'œuvre accomplie par la Commission de Contrôle anglaise pendant la guerre avait donc été suivie des effets les plus heureux ; malheureusement toutes les mesures adoptées n'avaient qu'un caractère temporaire et furent abrogées à la fin de la guerre. Les derniers documents reçus d'Angleterre, indiquent déjà qu'en l'absence d'une législation définitive, le fléau commence à exercer de nouveau ses ravages, malgré trois élévations successives des taxes sur l'alcool en 1918, 1919 et 1920.

CHAPITRE IV

La Prohibition de l'Alcool en Amérique (1)

Les Etats-Unis devaient donner au monde, pendant la guerre, un merveilleux exemple. Intimement convaincus des méfaits sociaux de l'alcoolisme, les Américains ont pris contre cet ennemi une mesure radicale : la prohibition complète de toutes les boissons alcooliques dans toute l'étendue de la République fédérative.

Voyons rapidement sous quelles influences et pour quelles raisons s'est accomplie cette réforme que l'on s'est plu si souvent en Europe à tourner en ridicule, bien à tort du reste.

Dès longtemps avant la guerre un puissant mouvement antialcoolique avait pris naissance en Amérique. Ce mouvement était soutenu par l'« *Anti Saloon League* », puissante association qui occupait plus de 2000 employés, disposait d'un revenu annuel de 7 millions de francs et répandait chaque jour plusieurs tonnes de brochures et de tracts. La lutte fut entreprise plus peut-être contre le cabaret, le *saloon*, que contre l'alcool lui-même. On essaya de persuader le peuple de l'influence fâcheuse du *saloon* sur les mœurs et sur le développement du progrès social.

(1). M. J. Appleton, professeur à la Faculté de Droit de Lyon, a prononcé, le 3 Novembre 1921, à la séance solennelle de rentrée de l'Université, le discours d'usage sur le sujet suivant : « *La prohibition de l'alcool aux Etats-Unis et ses résultats.* » Très documenté, ce discours a vivement intéressé un auditoire nombreux.

en même temps qu'on lui faisait entrevoir le bonheur individuel et la prospérité générale qui résulteraient de l'abstinence totale des boissons alcoolisées. Enfin, lors des élections, l'*Anti-Saloon League*, sans favoriser aucun parti, sans s'inquiéter des idées politiques des candidats en présence, accordait son appui le plus large à ceux qui se déclaraient favorables à la prohibition.

Deux grandes puissances sociales, la Femme et l'Ecole, ont largement contribué à lutter efficacement contre l'alcoolisme. On eut vite fait de convaincre les femmes que le cabaret amenait la misère au foyer, ruinait la famille et faisait le malheur des enfants ; et bientôt l'*Anti-Saloon League* n'eut pas d'auxiliaire plus précieux que la W. C. T. A. (*Women Christian Temperance Association*). Depuis longtemps l'enseignement antialcoolique avait été introduit dans les écoles publiques : dans le but de former une génération nouvelle qui eut le dégoût de l'alcool, l'étude et la pratique de la tempérance furent sérieusement organisées.

Notons que la propagande ne s'exerçait pas dans tous les Etats à la fois, mais qu'elle était en quelque sorte concentrée à tour de rôle dans ceux qui paraissaient le plus favorables à l'idée de prohibition. Chaque Etat est en effet relativement indépendant. Il a son budget et ses lois spéciales. Aussi certains Etats avaient-ils pris déjà depuis longtemps des mesures efficaces au sujet de l'alcool. Quelques uns avaient même prohibé d'une façon absolue les boissons alcoolisées ; on les appelait Etats secs, *dry*, par opposition aux Etats humides, *wet*, où la vente et la consommation des liqueurs étaient entièrement libres. En 1893 le nombre des Etats secs n'était encore que de 7 ;

mais leur nombre augmentait peu à peu. En avril 1917, au moment de la déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Allemagne, la situation était la suivante :

23 Etats secs.

7 Etats contenant des districts secs correspondant à la moitié de la population.

6 Etats contenant des districts secs correspondant au quart de la population.

Les progrès accomplis par l'antialcoolisme en 25 ans étaient considérables.

Malgré cela les résultats n'étaient pas aussi bons qu'on aurait pu l'espérer : l'absence de douanes intérieures favorisait la contrebande d'un Etat à l'autre et l'on voyait des buveurs invétérés immigrer en grand nombre dans les Etats humides. Pour remédier à cette situation les deux Assemblées législatives américaines votaient le 21 février 1917, à une forte majorité, une loi fédérale destinée à réprimer la contrebande entre les Etats. Cette loi appelée « *bone Dry amendment* » punissait la contrebande d'une amende de mille dollars au moins ou d'un emprisonnement de six mois, avec cumul possible des deux peines. En même temps le « *Post office bill* » interdisait toute réclame en faveur des boissons alcooliques et toute provocation à la consommation, d'un Etat sec dans un Etat humide.

Mais l'alcoolisme était une question fédérale et les lois votées individuellement par chaque Etat étaient incapables de le résoudre. Il fallait instituer la prohibition nationale et pour cela modifier le pacte social, c'est à dire amender la Constitution. Déjà, en Décembre 1914, la Chambre des Représentants avait voté la prohibition ; mais la majo-

rité n'avait été que de 199 voix contre 189; elle était insuffisante pour que la mesure vint en discussion devant le Sénat. Depuis 1914 les idées prohibitionnistes firent du chemin et le 17 Décembre 1917, le Sénat et la Chambre des Représentants votaient à la majorité requise des $\frac{2}{3}$, un amendement constitutionnel — le 18^e — interdisant « la fabrication, la vente, la circulation des intoxicants, à l'intérieur des Etats-Unis et des territoires annexes, comme aussi leur importation et leur exportation ». Pour être valable et recevoir une application, cet amendement devait être ratifié dans un délai de 7 ans par les $\frac{3}{4}$ des Etats. Le 16 janvier 1919, l'Etat de Nebraska envoyait son adhésion; un peu plus d'un an avait suffi à obtenir la ratification de 36 états sur 48. La prohibition fédérale définitive allait devenir effective le 16 Janvier 1920 sur tout le territoire de la République étoilée.

Il est bon de remarquer que depuis l'adhésion de l'Etat de Nébraska, la plupart des autres Etats ont ratifié à leur tour le 18^e amendement : 3 seulement ont fait exception : New-York, New-Jersey et Rhode-Island. La prohibition apparaît donc comme une mesure librement consentie par la majorité des Américains; elle n'est que l'expression des tendances de l'opinion publique.

Notons en passant que dès leur entrée dans la guerre mondiale, les Etats-Unis avaient interdit à leurs troupes l'usage de l'alcool. Signalons aussi que la prohibition générale a été appliquée en réalité depuis le 1^{er} Juillet 1919, en exécution d'une loi qui l'instituait à titre de mesure de guerre. La prohibition constitutionnelle, définitive, lui succéda sans incidents le 16 Janvier 1920.

Si la réforme fut en général bien accueillie, les fabri-

cants et débitants de boissons alcooliques, par contre, manifestèrent leur mécontentement : ils contestèrent la légalité du 18^e Amendement, mais leurs protestations furent repoussées par la Cour Suprême. Quelques groupements ouvriers essayèrent bien, le jour de l'entrée en vigueur de la prohibition, de faire décréter la grève générale, aux cris de « *No beer, no work* » (Pas de bière, pas de travail); mais le mouvement n'eut pas de suite et se borna à une légère agitation sans importance.

Une question se pose ? La prohibition est-elle réellement effective ? ou bien n'est-elle qu'une plaisanterie ? Suffit-il, pour avoir un verre de whisky, de le payer au prix fort ? La distillerie clandestine a-t-elle pris un développement insoupçonné et chaque famille américaine possède-t-elle maintenant son alambic fabricant l'alcool nécessaire à sa consommation ? N'a-t-on pas parlé aussi d'une chaîne de bars flottants, installés à deux milles au large, le long des côtes du Pacifique et de l'Atlantique ? N'a-t-on pas dit que les routes menant au Canada étaient bloquées par des files interminables d'automobiles allant se ravitailler en alcool ?

Il y a lieu de rectifier ces informations, pour le moins tendancieuses, que l'on s'est plu à propager en Europe. Certes la fraude existe, exercée surtout par les garçons d'hôtels et de restaurants ; la distillation clandestine a pris aussi un certain développement, et les importations frauduleuses parviennent à faire entrer quelques milliers de gallons d'alcool dans la République fédérative. Mais il faut bien reconnaître que l'application stricte de la loi est difficile surtout au début et qu'il est impossible de déjouer toutes les fraudes. Néanmoins des informations

impartiales permettent d'affirmer que la quantité d'alcool consommé est en réalité infime.

Un grand nombre de bars ont fermé leurs portes : ceux qui sont restés ouverts offrent maintenant, à leurs clients, des boissons à base de fruits, du thé et du café glacés, de la crème glacée (*ice cream*), des vins sans alcool. La consommation du lait a doublé depuis la réforme; elle atteint maintenant 200 litres par habitant et par an; la consommation du sucre s'est considérablement accrue, de 30 % environ.

On avait prédit des catastrophes commerciales lors de la mise en vigueur de la prohibition. Les distilleries et le commerce des boissons faisaient vivre un million et demi d'individus qui allaient brusquement se trouver privés de leur gagne pain. Or il n'en fut rien. Avec ce sens pratique et cette énergie bien connues qui sont les caractéristiques des Américains les fabricants d'alcool se hâtèrent de transformer leur industrie; telle distillerie est devenue une fabrique de sirops et confitures, telle autre une usine d'engrais chimiques, telle autre enfin une fabrique de glace en grand. Les viticulteurs eux aussi cherchèrent à transformer leur culture : certains vignobles sont devenus des vergers; ailleurs on a organisé des ateliers, pour la fabrication du sucre de raisin, de vin désalcoolisé ou de miel; dans d'autres contrées on s'est efforcé de sélectionner les raisins et on les a vendus pour la table.

Voyons maintenant quels furent les résultats de la prohibition dans différents domaines. Nous examinerons successivement les répercussions qu'elle a eu sur la productivité du travail, sur le bonheur domestique et la prospérité nationale, sur l'ordre public et sur la santé publique. Cha-

que fois que cela nous sera possible nous aurons recours à des chiffres et des statistiques, plus démonstratifs nous semble-t il, que des affirmations, souvent un peu vagues, de tel gouverneur de province ou de tel personnage considérable. Notons que les statistiques générales concernant l'Union tout entière ne sont pas encore connues; nous serons donc obligés de nous appuyer sur des données partielles relatives à un Etat déterminé ou même à une ville importante de cet Etat; souvent aussi nous nous adresserons à des Etats qui avaient institué la prohibition locale, bien avant l'entrée en vigueur de la prohibition nationale et pour lesquels une application plus longue de la mesure permet de tirer des conclusions moins discutables.

Pour se renseigner sur le rendement du travail dans les usines et sur l'attitude des ouvriers en face de la prohibition, une grande revue américaine, le « *Literary Digest* » a organisé une vaste enquête auprès des chefs des groupements ouvriers. Elle a porté sur 526 organisations ouvrières. Une seule question était posée : « La prohibition a-t-elle été bienfaisante pour les ouvriers et leurs familles ? » Voici résumés en un tableau les résultats de cette enquête :

La prohibition a été un bienfait pour l'ouvrier : 345 fois.

— n'a pas été un — : 143 —

La question reste douteuse : 31 —

La prohibition n'a pas donné un beau résultat : 7 —

Total 526

La proportion de réponses louant les effets de la prohibition est donc de 65 $\frac{345}{526}$ et chacune de ces réponses serait intéressante à étudier en détail. Depuis la prohibition l'ouvrier est capable de penser avec plus de vigueur; il lit

davantage et cherche à s'instruire. Ainsi à Chicago le nombre des livres empruntés à la Bibliothèque publique pendant les 6 premiers mois de la prohibition dépasse de 60.000 volumes le nombre des 6 premiers mois de l'année précédente.

L'ouvrier a pris aussi le goût du bien être et l'argent qu'il gaspillait autrefois au cabaret, est employé à l'amélioration de la nourriture, du mobilier et des vêtements ; souvent des objets de luxe, des instruments de musique, ont été achetés. La vie de famille a été pour ainsi dire restaurée ; les ouvriers passent maintenant la plus grande partie de leur temps libre dans le home familial, désormais propre et confortable. Le travail à l'usine s'est amélioré. Un grand imprimeur de Chicago déclarait récemment qu'il n'y avait presque plus de chômage volontaire après les jours de paie et que l'ordre et l'intensité du travail s'étaient considérablement accrus. Il estimait à 10% l'augmentation du rendement de son industrie. Les accidents du travail ont notablement diminué. Le Commissaire du Travail à Lansing a dressé la statistique suivante des accidents industriels, dans tout le comté de Kent ou la prohibition fut établie le 30 Avril 1918.

1914	1915	1916	1917	1918
—	—	—	—	—
215	371	489	226	71

Un témoin de la prospérité générale est, sans contredit, l'augmentation des dépôts dans les banques d'état et dans les banques privées. Dans les banques nationales des Etats-Unis les dépôts ont augmenté du 30 Juin 1919 au 17 Novembre 1920, de 1.422.883.000 dollars. A New-York seulement, les dépôts dans les Caisses d'Epargne se

sont accrus de 222 millions de dollars. Et telle banque privée de l'Etat de Michigan fait connaître que le montant moyen de chaque dépôt qui était avant la prohibition de 11 dollars, s'est élevé depuis à 230 dollars.

A l'inverse, les prêts sur gage, indice de paupérisme ont considérablement diminué : de 840 par mois, dans la ville industrielle de Grands Rapides, ils sont tombés à moins de 600. A Washington les demandes de secours aux pauvres ont diminué de 50 p. 100. A Lincoln (Etat de Nébraska) où la prohibition locale entra en vigueur le 1^{er} Mai 1917, le nombre des personnes auxquelles des secours ont été attribués, est passé de 2586 en 1916 à 1472 en 1918; dans le district de Colombie ce chiffre s'est abaissé de 1090 en 1917 à 479 en 1919.

Les compagnies d'assurances ont vu le nombre de leurs affaires augmenter d'environ 20 p.100. Le nombre des polices d'assurance souscrites à une compagnie de l'Etat de Michigan s'est élevé de 4044 en 1917 à 7938 en 1920,

Signalons encore que le nombre des accidents d'automobile et des incendies a considérablement diminué. Dans l'Etat d'Alabama, par exemple, les pertes dans les incendies furent de 416.000 dollars, la première année de la prohibition contre 1.252.000 dollars l'année précédente.

Nous devons nous borner à ces quelques chiffres; on pourrait en citer de semblables pour chacun des 48 Etats de la République. Il nous semble qu'une telle liste serait superflue et les exemples donnés plus haut nous paraissent suffisants pour démontrer l'influence heureuse de la prohibition sur le bonheur domestique et la prospérité générale du pays. Il nous faut maintenant examiner les

effets de la réforme sur la criminalité et sur la santé publique.

Les rapports étroits de l'alcoolisme et de la criminalité ont été mis en évidence par les criminalistes et les statisticiens. Personne ne nie plus aujourd'hui que l'alcool est à la base de la plupart des crimes de violence, des affaires de coups et blessures en particulier. « Le statisticien italien Bosco estimait qu'en 1890, aux Etats-Unis, sur 100 détenus, 20 étaient adonnés à l'ivrognerie, 60 buvaient modérément et 20 s'abstenaient de toute boisson » (1). Il était donc intéressant de rechercher les variations du nombre des crimes et des délits en Amérique, depuis la suppression des boissons alcooliques. Or en compulsant les statistiques et les rapports des magistrats, des chefs de police, des directeurs de pénitenciers, on constate que presque partout le nombre des arrestations a diminué, et que celui des détenus a suivi la même marche décroissante. Voici un tableau relatif à la ville d'Atlanta (Georgie) où la prohibition fut appliquée à partir du 1^{er} Janvier 1908 : il indique la moyenne annuelle des arrestations pour deux périodes de 6 ans, l'une avant, l'autre après la réforme :

Années	Popul. totale	Arrestations pour toutes causes	Arrestations pour ivresse
1902-1907	144 613	19 143 soit 1 p 7,5 h ^{re} .	4469 soit 1 p. 32. 2 h.
1908-1913	203.452	17.274 soit 1 p. 11,7 —	3041 soit 1 p. 67, 5 h.

Le nombre des arrestations s'est donc abaissé d'environ 34 p. 100. A Minneapolis, ville de brasseurs et de distillateurs, le chiffre mensuel des arrestations pour ivresse est tombé de 398 à 132 ; à Los-Angeles, pays du vin, de 591 à 168 ; à Boston de 3782 à 670 ; à Pittsburg, grand

(1). Maurice Yvernes : *L'Alcool et la Criminalité*, in *Archives d'Anthropologie criminelle*. N° 12, 15 Janvier 1912.

centre industriel, de 2055 à 198. A San Francisco, le grand port du Pacifique, le nombre total des arrestations est passé de 13190 à 8337 et les autorités policières font connaître que les crimes ont diminué de 50 p. 100. A Indianapolis cette diminution est de 32 p. 100. A Chicago, dans l'été de 1918, 116 femmes s'étaient plaint à la police des mauvais traitements de leurs maris; en 1920 on a reçu seulement 21 plaintes analogues.

Citons encore cette statistique publiée par la revue américaine « *The Survey* » (1). Elle est relative à la ville de Grands Rapides (Michigan), grande citée industrielle de 137.000 habitants :

Années :	Avant la prohibition		Depuis la prohibition	
	1916-17	1917-18	1918-19	1919-20
Nombre de crimes et délits.....	3827	3666	1705	2055
Nombre de détenus.....	1657	1633	622	599
Condamnés pour vagabondage.....	162	132	5	15
Ivresse habituelle (1 ^{re} et 2 ^e récidive).....	72	14	1	18
Ivresse habituelle (3 ^e récidive).....	32	6	0	1
Scandale sur la voie publique.....	68	57	4	8
Attaques et rixes	119	78	35	58
Abandon de femmes et d'enfants ..	16	17	6	8

Dans le Comté de Kent, près de la ville de Grands Rapides, on avait installé une ferme où travaillaient les individus condamnés à une peine de durée inférieure à 90 jours; depuis l'établissement du régime sec, la ferme a périclité et les terrains d'alentour servent maintenant de champ d'aviation. Et le fait n'est pas unique : à Washington, où la prohibition est devenue effective le 1^{er} Novembre 1917, le nombre des gens internés dans les pénitenciers est passé de 631 à 373.

(1). *The Survey*. Vol. XLV. N° 6. — 6 Novembre 1920.

Le nombre des prisonniers de la prison de Chicago a subi les variations suivantes :

	1918	1919	1920
	—	—	—
Hommes	2510	1173	690
Femmes	224	86	41

et en novembre 1919, la maison cellulaire du Sud, qui comprenait 648 cellules, était fermée. Au 1^{er} Avril 1920, la maison de correction de Chicago ne comptait plus que 600 pensionnaires contre 2500 en 1919. — Dans la province d'Indiana un tiers des prisons sont vides ; à New-York la population des prisons s'est abaissé de 15730 en 1918 à 9145 en 1920 ; à Cincinnati la fermeture d'une partie des prisons réalise une économie de 40.000 dollars.

Mais arrêtons là cette série de chiffres qui nous paraissent suffisamment convaincants ; on pourrait continuer pendant de longues pages l'énumération de faits analogues. De l'ensemble des statistiques dressées dans chaque Etat, il résulte que la prohibition des boissons alcooliques en Amérique a entraîné une diminution des crimes et des délits qui peut être évaluée pour l'ensemble du pays à 30 ou 40 %. C'est là, croyons-nous, un phénomène unique dans les annales de la Criminalité.

Il nous reste enfin à examiner une dernière conséquence de la suppression de l'alcool : l'amélioration de la santé publique. L'effet désastreux de l'alcool sur l'organisme est indiscutable. Les maladies et les lésions alcooliques sont aujourd'hui bien connues. Faut-il rappeler les cirrhoses du foie (en particulier la cirrhose atrophique de Laennec), le delirium tremens, l'encéphalite alcoolique qui, souvent, déterminent la mort des buveurs impénitents,

quand ceux-ci ne finissent pas dans un asile d'aliénés ou n'ont pas recours au suicide.

Or les statistiques dressées dans les divers Etats d'Amérique sont unanimes à signaler une diminution marquée des maladies alcooliques. A San-Francisco, le nombre des alcooliques soignés au *Central Emergency Hospital* a décréu de 75 p. 100 ; dans l'Illinois, la diminution a été de 87 p. 100. A Boston, le nombre des morts dues à l'alcool a diminué de 50 p. 100, celui des suicides de 33 p. 100. A l'hôpital de Saint-Louis (Missouri), on avait observé, au cours de l'année précédant la prohibition, 70 cas de délirium tremens : il n'y en eut que 37 cas, l'année suivante. Voici encore quelques chiffres, relatifs à la ville de Détroit (Michigan) :

	Année « humide »	Année « sèche »	Diminution (pour cent)
Morts consécutives à l'alcoolisme..	107	19	82
Morts par cirrhose du foie,	90	80	11
Suicides	122	82	33
Morts par accidents	736	595	20

Le nombre des aliénés a également diminué : dans l'Etat de New-York, pendant les 5 années qui ont précédé la prohibition, la moyenne des aliénés qu'on devait interner était de 574 ; ce chiffre est tombé à 122 en 1920. De nombreux rapports de médecins aliénistes permettent d'affirmer que pour l'ensemble des Etats-Unis, les cas d'aliénation mentale ont diminué de 60 p. 100 environ.

Certains adversaires de la prohibition ont prétendu qu'un stupéfiant quelconque était nécessaire à l'organisme humain et que l'alcool avait été remplacé par la morphine et la cocaïne. Différentes communications médicales montrent au contraire que les psychoses dues aux stupéfiants

sont plutôt en décroissance depuis la suppression de l'alcool. Voici comment s'exprime à ce sujet le Dr W. H. Sharpley, *Health Commissioner* de Denver (Colorado): « La prohibition a supprimé la grande majorité des morphomanes de Denver. Lorsqu'un homme s'adonne à la boisson, il devient une épave physique et intellectuelle. C'est le moment où il cherchera quelque drogue pour lui permettre de dormir et d'alléger ses souffrances. — Les cas de gens s'adonnant à ces drogues et soignés à l'hôpital de Denver ont diminué de presque deux tiers ».

La prohibition semble avoir eu aussi une influence heureuse sur la mortalité infantile. On comprend aisément que l'aisance au foyer permette d'entourer le nouveau-né de tous les soins dont il a besoin et écarte ainsi de lui un certain nombre de causes de mort.

Notons encore que, depuis la prohibition, la prostitution semble avoir diminué d'une façon appréciable: beaucoup de *saloons* n'étant en réalité que des maisons de débauché, on pouvait prévoir que leur suppression amènerait une diminution marquée des maladies vénériennes. C'est en effet ce qu'a constaté, à Boston, le Dr Deets-Pickett (1) (de Washington): il y eut, dans cette ville, pendant les 6 premiers mois de 1919, 5.763 cas de blennorragie et 2.489 cas de syphilis; pour les 6 premiers mois de 1920, les chiffres correspondants sont 4.129 et 1.745. Une diminution semblable a été enregistrée dans beaucoup d'autres villes, notamment à Cleveland (Ohio).

Terminons ces considérations sur la santé publique par

(1) La Moralité sexuelle aux Etats-Unis depuis la prohibition. (Rapport présenté au XVI^e Congrès international contre l'Alcoolisme, Lausanne, 22-27 août 1921).

quelques données relatives à la ville de New-York : la suppression de l'alcool a réduit le nombre des maladies dues à l'alcoolisme, traitées dans les hôpitaux de la ville de New-York, de 70 à 90 p. 100. La moyenne journalière des alcooliques entrant au « *Bellevue Hospital* », qui était de 102, est tombée à 3 ou 4 ; au « *Kings County Hospital* », la moyenne journalière est passée de 40 à 6.

La « *Health Department's Drug Clinic* », créée spécialement pour soigner les buveurs, a été fermée par suite du manque de clients. Il en a été de même pour de nombreuses cliniques analogues où les grands buveurs de la haute société new-yorkaise venaient, chaque année, faire une cure de désintoxication.

En ce qui concerne la morbidité générale à New-York, les statistiques montrent que le nombre total des admissions au « *Kings County Hospital* », de Brooklyn, a diminué d'un tiers en 1920 ; au « *Greenpoint Hospital* », la diminution a été d'un cinquième, au « *Coney Island Hospital* », d'un septième. Dans ces trois hôpitaux, la diminution a porté principalement sur les cas de tuberculose.

La prohibition des boissons alcooliques a donc été, en Amérique, une mesure utile et bienfaisante. Mais on peut se demander si elle n'a pas été en quelque sorte le résultat d'un emballement et si une réaction ne se produira pas dans un avenir relativement proche. Nous ne le croyons pas, car, ainsi que nous avons essayé de le mettre en évidence au début de cette étude, la réforme a eu des origines profondes et a été voulue par la majorité de la population qui a d'ailleurs apprécié depuis, tous les avantages qu'elle en a retirés. La contexture politique des Etats-Unis paraît être aussi une garantie contre le retour au *statu quo ante* :

pour que l'amendement constitutionnel revienne en discussion devant les deux Chambres, il faudrait, en effet, que la demande en soit formulée par 36 Etats sur 48 ; or les Etats du Sud, en nombre supérieur à 12, ont vu par eux-mêmes l'influence néfaste de l'alcool sur les hommes de couleur ; ils ont trop souffert des excès auxquels se livraient les nègres sous l'empire de la boisson pour songer un instant à rétablir le régime antérieur.

A moins de circonstances imprévues, l'avenir de la prohibition paraît donc assuré et ce sera l'une des gloires de la plus grande démocratie du monde d'avoir réalisé cette réforme aux conséquences incalculables.

CHAPITRE V

L'Effort antialcoolique dans quelques autres pays

Allemagne. — Pendant la mobilisation, la vente aux soldats des boissons contenant de l'alcool fut interdite sur tout le territoire de l'Empire. En mars 1915, les autorités locales reçurent le pouvoir de limiter ou d'interdire le trafic et la vente des spiritueux. C'est ainsi qu'en Bavière, la vente de la bière fut autorisée seulement de 11 à 14 heures et après 19 heures et demie. Le blocus établi par les Alliés amena la raréfaction des denrées alimentaires qui eut, pour conséquence, la limitation de la production d'alcool ; en mars 1916, il n'y avait pour ainsi dire plus d'eau-de-vie dans le commerce et la quantité de bière fabriquée avait considérablement diminué. Les bons résultats de ces mesures restrictives se firent rapidement sentir : on estimait, en 1918, que le nombre des alcooliques soignés dans les asiles de buveurs avait diminué de 80 p. 100, tandis que celui des cas de psychose alcoolique s'était abaissé de 70 p. 100 pour les hommes et de 80 p. 100 pour les femmes.

A la fin de la guerre, toutes ces mesures de limitation furent abrogées et un projet de loi instituant le monopole de la fabrication et de la vente des liqueurs distillées, présenté au Reichstag en 1918, fut repoussé.

Signalons toutefois que la nouvelle Constitution de la République allemande, par un système analogue dans ses

grandes lignes à celui de l'option locale, autorise les communes à prendre les dispositions jugées nécessaires pour lutter contre l'alcoolisme. Les sociétés de tempérance allemandes estiment que l'on obtiendra par ce moyen des résultats satisfaisants, d'autant plus que les femmes allemandes ont maintenant le droit de vote et que le peuple tout entier semble avoir pris une compréhension plus nette de la nécessité de la lutte contre l'alcoolisme.

Danemark. — Le Danemark admet depuis longtemps (Loi du 10 mai 1912), le vote des électeurs communaux en ce qui concerne l'établissement de nouveaux débits. En outre, les Chambres danoises ont adopté, le 15 mars 1917, sur la proposition du gouvernement, une loi interdisant, jusqu'au 31 mars 1918, la fabrication et l'importation de l'eau-de-vie; en même temps des restrictions étaient apportées à la fabrication de la bière.

Ces mesures ont été suivies de bons résultats ainsi qu'on peut en juger par les deux statistiques suivantes :

Nombre de cas de psychose alcoolique observés à Copenhague :

1911-1915 (moyenne annuelle) ..	68
1918	2
1920	15

Nombre de décès par 100.000 habitants à Copenhague :

1911-1915 (moyenne annuelle) ..	1.149
1918	941
1920	1.019

A la fin de la guerre, les mesures de restriction ont été en partie abrogées; une commission a été nommée récemment pour étudier la réforme complète du régime de

l'alcool. On envisage sérieusement la possibilité d'instituer la prohibition complète de toutes les boissons contenant de l'alcool.

Hollande. — Pendant la guerre, le gouvernement hollandais a prohibé l'emploi des céréales pour la fabrication de l'alcool ; cette mesure qui avait été dictée par la nécessité des restrictions alimentaires que devait s'imposer la Hollande, fut suivie de bons résultats.

En avril 1919, les distilleries recouvrèrent le droit d'utiliser l'orge et l'industrie de l'alcool redevint aussi libre qu'avant la guerre ; aussitôt, comme on pouvait le prévoir, les améliorations de tous ordres qui avaient été enregistrées pendant la période des restrictions n'ont plus été constatées.

Il est bon de noter toutefois qu'un vigoureux courant d'opinion a pris naissance en faveur de l'option locale ; une pétition couverte de 600.000 signatures a été présentée au Parlement. Le 21 avril 1921, la Deuxième Chambre des Etats-Généraux de Hollande a adopté le principe de l'option locale relativement aux boissons distillées ; à notre connaissance, la Première Chambre ne s'est pas encore prononcée, mais il y a lieu de croire qu'elle émettra un vote favorable.

Italie. — L'Italie était encore très peu atteinte par l'alcoolisme, il y a vingt-cinq ans ; mais en quelques années, par suite, sans doute, de l'émigration de nombreux ouvriers qui rapportèrent chez eux, à leur retour, les habitudes d'intempérance contractées dans les pays étrangers, le fléau prit des proportions inquiétantes qui obligèrent le gouvernement à prendre des mesures. Une

loi sur l'ivresse publique fut votée en juin 1913 et amendée en octobre 1914.

Le 22 janvier 1915, fut votée une loi qui exigeait de tout débitant de boissons alcooliques une autorisation préalable délivrée par l'autorité préfectorale.

Pendant la guerre, la fabrication et la vente de l'absinthe furent prohibées, on interdit la vente des spiritueux aux mineurs de moins de seize ans et 15.000 débits de boissons alcooliques furent fermés. En ce qui concerne l'armée, signalons qu'on défendit aux marchands ambulants d'alcool de suivre les troupes en marche, et qu'on réduisit les rations journalières de vin.

Tout récemment, M. Nitti, premier ministre, après avoir signalé au Parlement les bienfaits de la prohibition américaine, faisait voter une loi interdisant la vente des boissons alcooliques après 22 heures et prescrivant la fermeture de tous les établissements à 23 heures.

Le Gouvernement paraît bien décidé à lutter contre l'usage des boissons distillées ; mais il semble que la lutte devrait être aussi dirigée contre l'abus du vin ; en effet, si l'Italie est un des principaux producteurs de vin ($\frac{1}{3}$ de la production mondiale), elle est aussi le pays où la consommation annuelle par habitant atteint le chiffre le plus élevé.

Japon. — La race japonaise étant naturellement sobre, le Japon est relativement peu atteint par le fléau de l'alcoolisme. Néanmoins, dans les quelques années qui ont précédé la guerre, on avait enregistré une augmentation notable de la consommation des boissons alcooliques, particulièrement du *saké*, boisson nationale faite avec du

riz et titrant environ 18°; l'importation des liqueurs étrangères, du whisky notamment, s'était aussi considérablement accrue. Devant cette situation inquiétante, les Japonais n'ont pas hésité à prendre des mesures énergiques : l'enseignement antialcoolique fut organisé dans toutes les écoles, une loi fut votée qui réprimait sévèrement l'ivresse et une ligue nationale fut créée pour faire de la propagande et instruire le peuple du danger qui le menaçait.

De sérieux résultats avaient déjà été obtenus en 1914. Au début de la guerre, la plupart des hautes personnalités japonaises déclarèrent solennellement renoncer à toute boisson alcoolique : leur exemple fut suivi par une certaine fraction de la population. Signalons pour terminer que M. Sho Nemoto, membre de la Chambre Basse a déposé à plusieurs reprises un projet de loi interdisant la vente des boissons alcooliques aux mineurs : dix fois voté par la Chambre Basse, ce projet fut toujours repoussé par la Chambre des Pairs.

Norvège. — Le système de Gothenbourg fut introduit en Norvège en 1871, mais depuis longtemps tout un parti qui voulait la prohibition de l'alcool, luttait pour la suppression des *samlags*, analogues aux *bolags* suédois.

Au début de la guerre mondiale, bien que la Norvège ne prit pas part à la lutte, la vente des boissons alcooliques fut interdite aux soldats et aux marins, ainsi qu'aux employés de chemins de fer pendant leur service. Toute une série de mesures de restriction sur le commerce des spiritueux furent édictées en 1915, mais elles furent rapidement abrogées.

En décembre 1916, la vente de toutes les boissons alcooliques fut prohibée pendant 20 jours à titre d'essai ; puis cette mesure fut maintenue pendant toute la durée de la guerre. Les Norvégiens consultés par un plébiscite qui eut lieu le 5 octobre 1919 se sont déclarés favorables, par une majorité de plus de 180.000 voix, à la prohibition définitive de toutes les boissons distillées et des vins titrant plus de 12°. Une commission a été nommée pour aplanir les difficultés d'ordre commercial qui ont surgi entre la Norvège et les pays exportateurs d'alcool, l'Espagne notamment ; lorsque les négociations qu'elle a entreprises auront abouti, la prohibition sera très vraisemblablement votée par le *Storting* ; en attendant la mesure de guerre est toujours en vigueur.

Un certain danger est résulté de l'abondance des vins étrangers jetés sur le marché norvégien. Le roi de Norvège a promis récemment de concéder la vente des vins, à des sociétés analogues aux *Samlags*.

Suède. — Le système de Gothembourg a été introduit en Suède par la loi du 31 décembre 1891. On sait qu'il a pour but de supprimer le bénéfice personnel du débitant. La vente des spiritueux s'effectuant par l'intermédiaire de sociétés fermières, les *bolags*, qui consacrent l'excédent de leurs bénéfices à des institutions philanthropiques. L'établissement du système de Gothembourg avait eu des résultats très satisfaisants, se traduisant par une diminution considérable de la consommation de l'alcool.

On espérait lutter plus efficacement encore contre l'alcoolisme par la mise en vigueur en 1914, à Stockholm d'abord, puis dans toute la Suède, du système Bratt dont

la caractéristique principale était l'institution d'une carte d'alcool donnant droit, chaque mois, à une quantité déterminée qui fut d'ailleurs progressivement réduite jusqu'en 1917. Les espoirs qu'on avait fondés sur ce système ont été déçus ; le nombre des buveurs s'est accru notablement ; le système ayant donné, en quelque sorte, un caractère de légitimité au trafic de l'alcool, beaucoup de gens se sont crus obligés d'exercer leur droit d'achat.

L'expérience avait donc été concluante et le 30 août 1920, une commission, nommée 9 ans auparavant dans le but d'étudier la réforme de la législation sur l'alcool, soumettait au gouvernement ses propositions ; les membres de cette commission se sont déclarés partisans de la prohibition complète de toutes les boissons alcooliques titrant plus de 2°25, à condition toutefois que les 2/3 de la population soient favorables à la mesure.

Après de longues discussions à la Chambre Haute et à la Chambre Basse, discussions motivées surtout par le caractère anticonstitutionnel d'une consultation populaire, le Parlement suédois a voté le principe d'un referendum général relatif à la prohibition de l'alcool. On estime que ce referendum aura lieu en automne 1922 ou au début de 1923.

Suisse. — La loi du 23 décembre 1886 a institué en Suisse, le monopole de la fabrication de l'alcool ; ce monopole n'est d'ailleurs pas absolu, la distillation du vin et des fruits à noyaux et à pépins est autorisée par la loi fédérale. Il semble bien que ce soit une préoccupation d'ordre fiscal plutôt que le souci de l'hygiène, qui ait guidé l'Etat dans l'élaboration de la loi de 1886.

Depuis longtemps déjà, la lutte a été entreprise par les Sociétés suisses de tempérance pour obtenir la révision de la loi. L'interdiction de l'absinthe a été votée en 1908 à une majorité de près de 100.000 voix ; elle a été mise en vigueur en 1910. Notons aussi que depuis 1884, les autorités cantonales ont le droit de prendre toutes les mesures de restriction jugées nécessaires, relativement aux débits d'alcool au détail. Un courant d'opinion s'est créé pour demander que la commune ait le pouvoir de réduire ou de supprimer, sur son territoire, la fabrication et la vente des liqueurs alcooliques. Des consultations populaires ont été organisées à ce sujet par certaines sociétés de tempérance dans plus de 50 villes ou villages suisses ; les résultats enregistrés semblent démontrer que la majorité des citoyens suisses sont maintenant favorables à l'idée de la prohibition de l'alcool.

Ne terminons pas cette revue rapide sans mentionner que divers pays, précédant les Etats-Unis ou imitant leur exemple, ont adopté cette mesure radicale qu'est la prohibition : tel est le cas du Canada, de l'Islande et de la Finlande.

CHAPITRE VI

Les Réformes législatives françaises et la Lutte antialcoolique

Le péril alcoolique en France a été assez souvent signalé pour que nous nous contentions de rappeler quelques chiffres saisissants : la consommation en alcool à 100°, atteignait, en 1911, le chiffre de 41,06 par habitant, plaçant ainsi la France au premier rang des nations alcooliques. Et si l'on consultait la statistique du nombre des débits de boissons, on pouvait constater que depuis cinquante ans le nombre des débits n'avait cessé d'augmenter, pour atteindre, en 1911, le chiffre formidable de 478.843, soit un débit pour 82 habitants.

Il s'agissait donc d'un véritable fléau, et cependant les moyens employés jusqu'en 1914 pour le combattre, étaient bien anodins. En 1873, le grand philanthrope, Th. Roussel, avait fait voter par le Parlement la loi contre l'ivresse publique ; malheureusement, cette loi était tombée en désuétude, aussitôt après sa promulgation et l'on se contentait d'en afficher le texte dans les débits. Les droits sur l'alcool avaient bien été augmentés à diverses reprises, mais, en 1914, ils n'étaient encore que de 220 fr. par hectolitre. Le scandaleux privilège des bouilleurs de cru avait été tour à tour supprimé (1872 et 1903) puis rétabli (1875 et 1906) ; ainsi par deux fois on avait pu voir la Chambre des Députés, plus préoccupée de ses intérêts

électoraux que de l'intérêt général, élargir en fin de législature le privilège qu'elle avait restreint quatre ans plus tôt ; finalement la loi néfaste du 27 février 1906 avait consacré, d'une façon absolue et sans conditions, ce privilège dont Jules Simon avait pu dire qu'il était « l'organisation en grand de la fraude avec estampille légale ». Enfin, l'article 9 de la loi du 17 juillet 1880 avait autorisé les maires, les conseils municipaux entendus, à créer un certain rayon d'interdiction d'ouverture de débits, autour des édifices publics, des cimetières, des hospices, des écoles ; peu de maires d'ailleurs avaient utilisé cette faculté ; aussi la loi de Finances de 1913 avait-elle autorisé le Préfet à se substituer au maire pour appliquer la loi.

Les mesures prises pour lutter contre l'alcoolisme s'étaient bornées là. Et cependant ce ne sont pas les avertissements dénonçant le péril qui avaient fait défaut. L'Académie de Médecine, les Sociétés savantes, les Congrès médicaux, les Liges pour l'hygiène publique, les Jurys de Cour d'Assises avaient, à maintes reprises, signalé l'alcoolisation toujours plus intense de la France, et souvent même avaient indiqué les mesures propres à y remédier. Le législateur était resté sourd à tous ces appels ; bien plus, le décret de 1851 sur les cafés, cabarets et débits de boissons, était abrogé par la loi du 17 juillet 1880 qui supprimait l'autorisation préfectorale : il suffisait, dès lors, pour ouvrir un débit nouveau, d'en faire la déclaration au maire et de se munir d'une licence ; presque aussitôt, le nombre des débits passait de 350.000 à 435.000 ; tandis qu'il ne s'était accru que de 4,12 % de 1850 à 1869.

La raison du caractère anodin des mesures votées par les Chambres était bien connue de tous : c'était la crainte

des représailles, dont les fabricants et les débitants de boissons alcooliques n'hésitaient pas à menacer les Parlementaires, chaque fois que venait en discussion un projet de loi susceptible de léser leurs intérêts. « Lutte contre l'alcoolisme : oh ! formule admirable, s'écriait Jean Jaurès, le 17 mars 1910. Mais il y a des distillateurs grands ou petits, il y a des marchands de vin, il y a des cabaretiers, et il suffira de deux cents cabaretiers mécontents dans une circonscription pour renverser la direction de la politique. Et il y a, à l'heure présente, 120 circonscriptions où l'écart entre le vainqueur et le vaincu ne dépasse pas 300 voix ! »

Au lieu d'amener une diminution du fléau, les premiers mois de la guerre eurent, au contraire, pour résultat, d'entraîner une recrudescence de l'alcoolisme qui se manifesta même sous des formes nouvelles. Les enfants, obligés de remplacer leur père mobilisé, durent contribuer à assurer une part du travail national, et du même coup, prit naissance l'alcoolisme des enfants et des adolescents qui, selon l'expression de l'un d'eux, voulurent faire « comme les anciens ».

Pour les mêmes raisons, on vit se développer l'alcoolisme de la femme, particulièrement en ce qui concerne les femmes employées dans les usines ; les ouvriers mobilisés à l'intérieur donnèrent, en certains endroits, un spectacle affligeant : on cite telle ville industrielle de la Loire où, chaque mois, 600 mobilisés étaient renvoyés dans leur dépôt pour faits d'ivresse ; dans un autre centre industriel du même département, sur un envoi de 17 hommes, 14 avaient dû être renvoyés à cause de leur état d'ivresse permanent.

L'alcoolisme sévissait également dans l'armée : la mobilisation générale avait mêlé, aux jeunes classes, des réservistes et des territoriaux, alcooliques invétérés, entraînant leurs jeunes camarades dans les cafés et les débits louches qui fourmillaient autour des casernes dans la plupart des dépôts et des villes de garnison. Dans la zone des armées, la distribution quotidienne de 0^l,0625 d'eau-de-vie, la vente illimitée du vin dans les cantonnements, favorisaient le développement de l'alcoolisme, ce grand pourvoyeur des Conseils de guerre. Et de nombreux chirurgiens des hôpitaux du front et de l'intérieur, ne tardaient pas à signaler que des grands blessés avaient succombé, pour n'avoir pu, par suite de leur imprégnation alcoolique, subir les opérations qui auraient été nécessaires.

Le péril alcoolique prenait donc avec la guerre une acuité nouvelle, que signalaient bientôt à l'opinion publique et au législateur, la plupart des Sociétés savantes : tour à tour, l'Académie de Médecine, l'Académie des Sciences, l'Académie des Sciences morales et politiques, la Société de Biologie, la Société Médicale des Hôpitaux, la Ligue de l'Enseignement dénonçaient cet autre danger qui menaçait le pays, et demandaient au Gouvernement des mesures propres à l'enrayer.

L'union sacrée semblait s'être faite contre l'alcoolisme. L'opinion publique, convaincue que cet ennemi intérieur paralysait le travail national et réduisait les forces vives du pays, comprenait enfin que, suivant l'expression de M. le Professeur Gilbert Ballet (1) : « à côté du devoir militaire, il en est un autre qui s'impose non moins impé-

(1) Rapport lu à l'Académie de Médecine, le 23 février 1915.

rieusement que le premier, et auquel on ne saurait faillir sans commettre contre le patriotisme la même faute que celui qui déserterait le drapeau ». Un courant d'opinion était créé pour demander au Gouvernement d'édicter des mesures vraiment efficaces.

La première question qui devait préoccuper le Parlement fut celle de l'absinthe. L'absinthe représentait, en 1914, les 13/100 de la consommation totale de l'alcool et malgré les surtaxes dont elle avait été frappée à plusieurs reprises (Lois du 29 décembre 1900 et du 30 janvier 1907), sa consommation, à la veille de la guerre, tendait encore à augmenter; il en circulait en moyenne 20.000 hectolitres par mois. Nous ne ferons que rappeler la toxicité particulière de cette liqueur, riche en essences variées à base d'anéthol et de thuyone, poison convulsivant d'une très grande nocivité. Dès les premiers jours de la guerre, certaines municipalités avaient interdit la vente de l'absinthe, et dans quelques départements (Eure et Eure-et-Loir notamment), les préfets avaient pris des mesures analogues. Aussi la loi du 16 mars 1915 ne fut-elle en quelque sorte, que la consécration officielle et l'extension au pays tout entier des mesures qui avaient fait leurs preuves, sur de nombreux points du territoire.

Par son article 1^{er}, la loi du 16 mars 1915 interdisait, en France, en Algérie et aux Colonies, « la fabrication, la vente en gros et au détail, ainsi que la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires, visées par l'article 15 de la loi du 30 janvier 1907 et l'article 17 de la loi du 26 décembre 1908. » Elle ordonnait, en même temps, la fermeture de l'établissement qui aurait débité de l'absinthe. On ne peut que regretter que la loi n'ait pas donné

une définition législative des liqueurs similaires de l'absinthe et que la prohibition n'ait pas été étendue aux amers, aux bitters et aux liqueurs analogues dont on vit la consommation augmenter après l'interdiction de l'absinthe.

Poursuivant son œuvre antialcoolique, le législateur français votait la loi du 9 novembre 1915, règlementant l'ouverture de nouveaux débits de boissons. Cette loi interdisait, d'une façon absolue, l'ouverture de tout nouveau débit d'alcool; seule était autorisée l'ouverture de nouveaux établissements débitant des boissons titrant moins de 23° d'alcool. Elle interdisait encore (article 10) de posséder ou d'exploiter, directement ou indirectement, ou par commandite, plus d'un débit de boissons titrant plus de 23°. Enfin, elle accordait (article 14) aux associations constituées pour la lutte contre l'alcoolisme, ayant obtenu la reconnaissance d'utilité publique, tous les droits reconnus à la partie civile, pour l'application de la loi. Par contre, cette loi consacrait les droits acquis par les débitants et restreignait les pouvoirs accordés aux maires par la loi du 17 juillet 1880; elle autorisait le transfert des débits actuellement existant dans une zone de protection, jusqu'à 75 mètres des établissements protégés. Aussi M. le Dr Mosny, membre de l'Académie de Médecine, pouvait-il écrire que « cette nouvelle loi de 1915 consacrait, une fois de plus, le triomphe de ce que Lucien Jacquet, appelait la Bistrocration ». Et voici ce qu'en disait M. Guérin, rapporteur de la loi au Sénat: « Elle reconnaît aux débitants, aux 480.000 débitants de France, dont elle améliore la situation, leur permettant de s'agrandir en se déplaçant et d'exercer à leur gré des poursuites contre leurs censeurs, un véritable monopole » (1).

(1) *Journal officiel* du 9 juillet 1915.

Une réforme importante est celle que contenait la loi de Finances votée par le Parlement, le 30 juin 1916. Elle a trait au privilège des bouilleurs de crû dont l'influence sur le développement de l'alcoolisme est bien connue.

Rappelons brièvement les dispositions de cette loi qui, prorogées à diverses reprises, sont encore en vigueur actuellement : dans son article 4, elle spécifie que les quantités d'alcool produites sont intégralement passibles de l'impôt et ne laisse subsister qu'une allocation familiale de 10 litres en franchise, aux bouilleurs de crû qui prouveront avoir distillé au moins une fois du 1^{er} janvier 1910 au 1^{er} janvier 1916. Toute distillation devra s'opérer désormais en présence d'un employé de la Régie. Le privilège des bouilleurs était donc en partie supprimé. D'autre part, la loi du 30 juin 1916 divisait l'alcool produit en France en deux catégories nettement tranchées :

1^o L'alcool dit *naturel*, résultat de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs et fruits. Cet alcool, le seul autorisé pour la consommation de bouche, était passible d'un droit de 400 fr. par hectolitre, droit qui fut élevé à 600 fr. le 22 février 1918 et à 1.000 fr. -+ 25 % de taxe de luxe le 21 avril 1920.

2^o L'alcool dit *d'industrie*, résultat de la distillation des betteraves, grains, pommes de terre, etc. Cet alcool est réservé à l'Etat qui ne peut le rétrocéder que pour des usages industriels ou médicaux.

Enfin, le 1^{er} octobre 1917, était promulguée une loi sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons. Cette nouvelle loi fortifiait les dispositions de la loi de 1873 : c'est ainsi qu'elle édictait la déchéance *obligatoire* des droits électoraux lors d'une

seconde récidive ; elle interdisait en outre la vente à crédit des spiritueux et la vente à emporter aux mineurs de moins de 18 ans. Comme celle de 1873, elle devait être bien rarement appliquée, et par une circulaire en date du 18 juillet 1918, le Garde des Sceaux insistait auprès des Procureurs Généraux sur la nécessité de réprimer énergiquement les infractions à la loi.

Enfin, pour lutter contre l'alcoolisme des ouvriers des usines, le Parlement votait la loi du 6 Mars 1917 : elle interdisait l'introduction et la consommation des boissons alcooliques autres que les boissons hygiéniques dans les établissements soumis au Code du Travail. Cette loi fut complétée par un décret du 25 Octobre 1917 exigeant que dans les usines un règlement intérieur fixe les quantités de boissons fermentées pouvant être introduites et détermine les heures de consommation.

Signalons aussi que plusieurs préfets, dès l'ouverture des hostilités, avaient interdit d'une façon absolue la vente de l'alcool, au détail et dans les débits de boissons. La légalité de ces arrêtés préfectoraux, contestée par les débitants, fut reconnue en 1915 par la Cour de Cassation, dans un arrêt fortement motivé. Enfin, une circulaire du Ministère de l'Intérieur, en date du 9 Novembre 1915, invitait les préfets à prendre dans chaque département des arrêtés en vue d'interdire la vente au détail des boissons alcooliques et des spiritueux avant onze heures du matin et d'en supprimer la vente pendant toute la journée aux femmes et aux mineurs de moins de 18 ans ; mais les arrêtés des Préfets allaient être mis en échec par la circulaire elle-même qui recommandait « d'user de tolérance à l'égard des débitants, d'éviter les rigueurs

inutiles. » Triste dérision ! Deux ans plus tard, en 1917, le Ministre de l'Intérieur invitait les préfets à interdire la vente au détail des spiritueux à consommer sur place, sauf aux heures correspondant aux repas principaux.

Telle fut l'œuvre du Parlement et du Gouvernement pour lutter contre les ravages de l'alcoolisme. L'autorité militaire de son côté n'était pas restée inactive. Le Haut-Commandement avait interdit la vente et la circulation de l'alcool dans la zone des armées. Le 3 Juillet 1915, le général Galliéni, alors gouverneur militaire de Paris, interdisait la vente d'alcool et de boissons alcoolisées aux militaires de tous grades, dans le camp retranché de Paris. « La lutte contre l'alcoolisme est dure, disait-il, tout aussi dure que l'autre, mais moi je ne lâcherai pas » (1). Signalons aussi toute une série de mesures pour lutter contre l'alcoolisme dans l'armée, prises le 5 Mars 1915 par le Général Franchet d'Espérey, commandant de la 5^e Armée.

Par contre, semblant destinée à ruiner l'efficacité de ces mesures, la distribution réglementaire d'eau-de-vie aux militaires de la zone des armées, continuait à s'effectuer à raison de 1/16 de litre par homme et par jour. Et certains la jugeaient nécessaire, indispensable même, puisqu'un député pouvait s'écrier à la tribune de la Chambre, le 1^{er} Février 1916 : « Dans la zone des armées on donne de l'alcool aux soldats et vous pouvez vous féliciter qu'ils en boivent parce qu'ainsi ils ont le courage de monter à l'assaut ! »

La plupart des mesures votées pendant la guerre, ont

(1) Paroles rapportées par Marius-Ary. Leblond dans : *Galliéni parle...*

subsisté depuis. La fin des hostilités fut cependant suivie d'un retour partiel à l'état de choses antérieur : ainsi l'heure de fermeture des cafés fut reportée à une heure du matin, la liberté absolue de boire de l'alcool fut de nouveau accordée aux militaires, la liberté presque illimitée de distiller les cidres fut rétablie et l'amnistie fut accordée aux débitants condamnés pour certaines infractions à la loi.

Néanmoins les réformes essentielles (interdiction de l'absinthe, interdiction d'ouvrir de nouveaux débits, réglementation du privilège des bouilleurs de crû) ont été maintenues. Essayons de mettre en lumière les résultats dont elles ont été suivies.

Il est bon tout d'abord de faire remarquer que ces résultats sont difficiles à apprécier en raison des circonstances spéciales du temps de guerre : concentration des hommes jeunes dans la zone des armées, occupation par l'ennemi de 10 départements français, afflux des réfugiés en certaines régions, agglomération d'ouvriers mobilisés dans les centres industriels, travail des femmes dans les usines, élévation des salaires, etc. Toutes ces causes enlèvent une partie de leur valeur aux études comparatives que l'on est tenté de faire entre les statistiques publiées pendant la guerre et celles publiées avant 1914.

Voyons cependant ce qu'est devenue la consommation totale d'alcool en France.

Le tableau suivant (1) indique la consommation taxée des alcools distillés de 1911 à 1920.

(1) Nous empruntons ces documents à une étude de M. J. Méteil : La consommation des boissons alcooliques en France, in *L'Etoile bleue*, Avril 1921.

Année 1911..	1.574.018	hectolitres d'alcool pur.	
— 1912..	1.515.859		—
— 1913..	1.675.000		—
— 1914..	1.413.000		—
— 1915..	1.186.000		—
— 1916..	897.000		— (réquisition de l'alcool industriel).
— 1917..	770.000		—
— 1918..	584.700		—
— 1919..	831.100		—
— 1920..	866.357 (1)		—

On voit donc que de 1913 à 1920, la consommation taxée d'alcool distillé a diminué de plus de 48 %.

Mais il ne s'agit là que de la consommation taxée. Or, avant 1914, l'alcool consommé était fourni d'une part par les alcools d'industrie et d'autre part par les alcools dits naturels (production des bouilleurs de crû).

Depuis la loi du 30 juin 1916, prescrivant la réquisition de tous les alcools d'industrie, la consommation de l'alcool de bouche n'a plus été alimentée que par la production des bouilleurs de crû, désormais surveillée rigoureusement.

Si l'on estime à 500.000 hectolitres (évaluation purement approximative et sans doute au-dessous de la réalité) la quantité d'alcool produit annuellement par les bouilleurs de crû avant la guerre, on arrive pour la consommation totale en 1913 aux chiffres suivants :

(1) Le Ministère des Finances publie à part les chiffres relatifs aux « spiritueux de toute nature et vins artificiels » et ceux relatifs aux « vermouths et vins de liqueurs ». Le tableau que nous donnons résulte de l'addition de ces deux catégories.

Consommation taxée	1.675.000 hectolitres.	
Consommation de la production des bouilleurs de crû.....	500.000	—
Consommation totale en 1913..	2.175.000	—

Tandis qu'en 1919, en tenant compte de l'allocation familiale de 10 litres par bouilleur, on a

Consommation taxée.....	831.000 hectolitres.	
Allocation familiale aux bouil- leurs de crû (chiffre officiel).	69.018	—
Consommation totale en 1919..	900.018	—

La différence entre 1913 et 1919 est donc de 1.274.982 hectolitres.

La consommation totale d'alcool en France a donc diminué réellement de 1913 à 1919 d'environ 58 p. 100.

Si la consommation de l'alcool a diminué en France, n'est-ce pas au profit de celle des boissons dites hygiéniques (vin, cidre, bière). N'a-t-on pas dit que le soldat avait pris au front l'habitude du « pinard » ? N'a-t-on pas parlé d'un autre péril, le vinisme ?

Le tableau suivant indique par campagne viticole, le nombre d'hectolitres de vin soumis à la circulation taxée. Cette circulation taxée correspond approximativement à la consommation :

Campagnes viticoles	Circulation taxée	
1913-14	36.321.308	hectolitres.
1914-15	44.901.558	—
1915-16	33.323.501	—
1916-17	36.378.893	—
1917-18	32.835.891	—
1918-19	40.264.388	—
1919-20	38.391.048	—

En ce qui concerne la bière, le tableau suivant indique par année, le nombre de degrés-hectolitres imposés :

Années	Nombre de degrés — Hectolitres imposés.
1913	64.218.769
1914	45.281.439
1915	29.121.767
1916	38.524.428
1917	35.575.928
1918	22.311.823
1919	29.271.582

Quant au cidre, sa consommation varie avec la production, elle-même très irrégulière suivant les années. Il s'agit d'une boisson difficilement transportable et les quantités de cidre importées en France sont pratiquement négligeables.

En résumé, on peut donc dire que la consommation du vin en France a légèrement augmenté; celle de la bière a nettement diminué; celle du cidre est restée stationnaire.

Si l'on considère la consommation globale des boissons alcooliques, on voit donc que, depuis la guerre, un progrès notable a été accompli.

Est-ce à dire que la Lutte Antialcoolique doive s'arrêter, satisfaite de ce résultat? Nous ne le croyons pas et nous consacrerons notre dernier chapitre à exposer les mesures qui nous paraissent devoir être préconisées en France.

CHAPITRE VII

Quelle doit être l'orientation de la lutte antialcoolique en France

Ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la guerre avait fait comprendre l'urgence de lutter efficacement contre le péril alcoolique. La nécessité de cette lutte n'est pas moins grande aujourd'hui. Le temps est venu de relever les ruines tant matérielles que morales accumulées par la guerre mondiale. Or la France a perdu sur les champs de bataille l'élite de ses jeunes hommes qui auraient assumé cette tâche immense. Si notre pays veut entrer avec avantage en concurrence économique avec les autres nations, sur les marchés mondiaux, il est de toute nécessité que l'alcoolisme, agent d'affaiblissement et de déchéance, ne vienne diminuer en rien la vitalité de la race française.

L'étude rapide des législations étrangères nous a montré que, pour être efficaces, les mesures destinées à vaincre l'alcool, doivent être très énergiques. Deux systèmes sont en présence : système restrictif (mesures prises en Angleterre, système Bratt en Suède) ou système prohibitif (Amérique, Russie, Canada, etc.). Ces deux méthodes n'ont pas assez subi l'épreuve du temps pour qu'on puisse porter sur elles un jugement sûr et définitif. Il nous semble cependant que l'on peut reprocher au système des restrictions de légitimer l'usage de l'alcool pris à doses

modérées et d'accréditer en quelque sorte dans la population cette idée de l'alcool nécessaire, sinon indispensable. Comme on l'a dit d'ailleurs, on ne compose pas avec l'ennemi, on le supprime ; c'est pourquoi il nous semble que l'établissement en France de la prohibition de l'alcool constitue le but vers lequel doivent tendre tous les efforts. Disons tout de suite que nous ne croyons pas utile de comprendre dans la prohibition les boissons fermentées : vin, cidre, bière. La réforme américaine ainsi adoucie par les qualités de mesure du caractère français nous paraît susceptible de réunir tous les suffrages.

Mais une législation prohibitive, pour être efficace, doit être précédée par diverses mesures de transition qui ont pour but de préparer l'opinion publique à l'accepter. A côté du facteur législatif, il existe donc, dans la lutte contre l'alcoolisme, un facteur éducatif, et le travail d'éducation est le premier qui doit être réalisé.

C'est surtout à ceux qui sont en contact direct avec les enfants du peuple, aux instituteurs, qu'incombe cette tâche. Actuellement, l'enseignement antialcoolique, bien qu'il n'ait pas été supprimé des programmes scolaires, est en pratique complètement négligé. Il y aurait intérêt à le réorganiser sérieusement. Plus tard, l'enfant devenu jeune homme devra trouver au régiment une autre école où l'on continuera son éducation et où on lui fera comprendre tous les méfaits sociaux de l'alcoolisme. Divers autres moyens de propagande, dans le détail desquels nous ne pouvons entrer, seront aussi utilisés avec avantage pour convaincre la majorité du peuple de la nécessité de la prohibition et des bienfaits qu'il retirera de cette mesure.

Qu'on ne vienne pas opposer des arguments d'ordre financier ou budgétaire : les exemples donnés par la Russie en 1914 et par les Etats-Unis en 1919 sont là pour démontrer que, loin d'appauvrir un pays, la suppression de l'alcool l'enrichit dans des proportions considérables.

Le problème de la prohibition des boissons distillées mérite cependant d'être envisagé à un autre point de vue. Comme nous l'avons vu, de nombreux pays ont interdit l'importation de toutes boissons contenant de l'alcool : la vente des vins français à l'étranger a de ce fait considérablement diminué ; c'est ainsi que l'exportation de nos vins et de nos champagnes aux Etats-Unis, qui nous rapportait autrefois plus de 10 millions de francs par an, s'est trouvée brusquement réduite à zéro. D'autre part, depuis 50 ans, la viticulture n'a fait que se développer en France ; de nombreuses régions où la culture de la vigne était autrefois complètement inconnue, produisent maintenant du vin en abondance ; la production qui avait atteint, en 1870, 30 millions d'hectolitres, chiffre considéré comme formidable à l'époque, atteint maintenant en moyenne 43 millions d'hectolitres par an. La population française ayant diminué depuis la guerre, et nos exportations se trouvant réduites, il s'en suit inévitablement que chaque Français devrait consommer une quantité de vin plus élevée. Il y a ainsi une surproduction viticole qui, dans un avenir très rapproché, aura, pour résultat, un effondrement des cours et consécutivement une mévente des vins. La viticulture française va donc infailliblement à la ruine, si l'on ne cherche pas à la transformer de façon à la rendre plus utile et plus profitable à la prospérité du pays.

Voyons rapidement quels sont les moyens les plus propres à remédier à cet état de choses. On ne peut songer, nous semble-t-il, à arracher la majeure partie des vignes françaises qui couvrent plus d'un million et demi d'hectares, se plaçant ainsi immédiatement après le blé. La valeur du vin récolté en 1919 a été estimée à 6 milliards 293 millions ; c'est assez dire pour prouver l'importance agricole et économique de la vigne en France. On ne peut donc envisager sérieusement la suppression pure et simple de cette richesse nationale ; mais il nous semble que la solution du problème réside dans une utilisation plus rationnelle du raisin.

Ce serait une erreur de croire que le raisin ne peut être utilisé que pour la fabrication du vin ou la production d'alcool. Pasteur, au cours de ses mémorables recherches sur la fermentation, a en effet démontré que, par le chauffage à une température bien inférieure à l'ébullition, il était possible de soustraire les jus de fruits à l'action fermentative des levures, et d'obtenir ainsi des boissons sans alcool, conservant toutes les propriétés alimentaires du fruit. Il est pénible de constater que, dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, les applications pratiques d'une découverte due au génie français, ont été réalisées à l'Etranger. En Italie, en Autriche, en Grèce, en Suisse, on a traité le raisin et la pomme d'après les procédés pasteurien ; à côté de la fabrication des jus de fruits naturels non fermentés, a pris naissance l'industrie des moûts concentrés, obtenus par évaporation d'eau et se présentant sous l'aspect de sirops ou de pâtes qui servent à la fabrication de confitures, de marmelades, de « miels de raisins », de raisinés, etc. C'est là toute une industrie

nouvelle, pour laquelle les Etats Unis offrent un débouché considérable. Souhaitons que les viticulteurs et les cidriers français, écartant pour une fois l'esprit de routine, ne tardent pas à installer en France cette industrie qui a fait ses preuves à l'Etranger. En servant leurs intérêts, ils contribueront en même temps à la lutte contre l'alcoolisme.

Il nous semble enfin que la prohibition de l'alcool sera d'autant mieux acceptée par le public français, qu'on lui prouvera que si « l'alcoolisme est un péril national, l'alcool est une richesse nationale » (1). En préconisant l'utilisation industrielle plus large de l'alcool, on ménagera les intérêts réels de l'agriculture et de la distillerie. Bien que l'emploi de l'alcool dans l'industrie ait pris, au cours de ces dernières années, une certaine extension et qu'on commence à l'utiliser couramment pour le chauffage, l'éclairage et la fabrication des produits chimiques, nous sommes encore cependant très en retard sur la plupart des pays étrangers, sur l'Allemagne notamment où les applications industrielles de l'alcool ont pris depuis longtemps un grand essor. Un nouveau champ d'exploitation s'ouvre désormais : l'utilisation de l'alcool comme force motrice. L'automobilisme a pris depuis la guerre un développement qui ne fera sans doute que s'accroître ; or presque tous les moteurs actuellement en usage utilisent comme carburant le benzol, extrait des gisements pétroliers. En matière de carburant la France dépend donc de deux grandes puissances : l'Angleterre et l'Amérique, qui détiennent la presque totalité des pétroles. L'intérêt vital de cette question de l'alcool moteur n'a pas

(1) L. Jacquet : *L'Alcool*, Paris 1912.

échappé aux pouvoirs publics : récemment une commission dite du « carburant national » était créée et une subvention de 400.000 francs était accordée aux laboratoires officiels chargés d'entreprendre les expériences d'ordre théorique et pratique. En février 1922 doit avoir lieu, à Béziers, une grande semaine de démonstration-concours, qui vulgarisera les résultats obtenus. Mais la formule d'un carburant national, quelle qu'elle soit, sera toujours une solution bâtarde tant qu'elle utilisera une certaine quantité de benzol, produit étranger. Pour obtenir, en matière de carburant, l'indépendance qui nous est nécessaire, il est indispensable que l'alcool soit employé pur et sans mélange. C'est à réaliser cette condition que doivent tendre les recherches des inventeurs et des chimistes.

La lutte contre l'alcoolisme dans la période d'après-guerre apparaît donc assez complexe : la prohibition de l'alcool de bouche ne peut être instituée immédiatement ; elle doit être précédée par une éducation de l'opinion publique, tâche de longue haleine, mais d'impérieuse nécessité. Que tous les hommes de cœur, toutes les bonnes volontés s'unissent donc pour entreprendre cette œuvre : le salut de la Patrie en dépend !

CONCLUSIONS

I. — La guerre mondiale de 1914-1918 a fait sentir à tous les peuples, l'obligation impérieuse de prendre des mesures énergiques pour restreindre ou supprimer la consommation de l'alcool. Ces mesures étaient, en effet, rendues indispensables par une double nécessité : il fallait d'une part éviter le gaspillage des denrées alimentaires et réserver l'alcool à la fabrication des explosifs ; d'autre part, il fallait conserver au capital humain toute sa valeur, en ménageant la santé des individus.

II. — En Russie, le gouvernement impérial a interdit, dès 1914, la vente de l'eau-de-vie nationale, la vodka. Les résultats de cette mesure ont été excellents au double point de vue social et économique ; mais l'anarchie, dans laquelle la révolution russe a jeté le pays, a empêché ces résultats de se maintenir.

III. — La Belgique a voté, en 1919, une loi interdisant la vente des boissons distillées pour la consommation sur place. L'application trop récente de la loi ne permet pas de la juger d'une façon définitive.

IV. — L'Angleterre, pendant la guerre, a créé une Commission de Contrôle du trafic des liqueurs, qui a édicté toute une série de mesures restrictives, abrogées d'ailleurs à la signature de la paix ; elles ont donné des résultats appréciables, mais tempo-

raires, la réforme définitive du régime de l'alcool n'ayant pas encore été effectuée.

V. — Aux Etats-Unis, la prohibition constitutionnelle de toutes les boissons alcooliques est entrée en vigueur, le 16 janvier 1920, faisant suite aux prohibitions locales instituées progressivement par la plupart des Etats de la fédération. Les résultats ont été très marqués dans tous les domaines : augmentation du rendement du travail, du bien-être de l'ouvrier et de la prospérité générale ; diminution de la criminalité et amélioration de l'ordre public ; diminution de la mortalité et amélioration de la santé publique.

VI. — La France, par contre, n'a accompli que de timides réformes qui peuvent se ramener à trois : interdiction de l'absinthe, interdiction d'ouvrir de nouveaux débits, réglementation du privilège des bouilleurs de crû. Un résultat certain a cependant été acquis : la consommation des boissons distillées a diminué d'environ 50 p. 100.

VII. — Au lendemain de la guerre, une mesure plus radicale s'impose en France : la prohibition complète de l'alcool, à l'exception des boissons fermentées. Son adoption ne peut être immédiate ; mais tous les efforts doivent tendre actuellement à persuader le peuple français de sa nécessité.

D'autre part, les mesures de restriction prises par la plupart des nations ont, pour résultat, une réduction considérable de nos exportations de vins et de

spiritueux ; d'où une tendance à l'augmentation de la consommation du vin en France. Pour lutter contre cette augmentation sans nuire toutefois à la culture de la vigne qui constitue une des richesses du pays et dont on ne peut envisager la suppression, il importe de préconiser l'utilisation non alcoolique des raisins et des fruits en général, en même temps qu'on s'efforcera d'encourager un emploi industriel toujours plus large de l'alcool.

VU :
Le Doyen,
JEAN LÉPINE.

Le Président de la Thèse,
ETIENNE MARTIN

Vu et permis d'imprimer :
Lyon, le 1^{er} Décembre 1921
Le Recteur,
Président du Conseil de l'Université
P. JOUBIN.

BIBLIOGRAPHIE

- ALEXINSKY (Grégoire). — La Russie et la Guerre. — *Paris, 1915. A. Colin.*
- ANDRAE (P.). — The prohibition movement in its broader bearings upon our social, commercial, and religious liberties. — *Chicago 1915.*
- ARMSTRONG-JONES (Sir R.). — Drink and its control in relation to work and health in Great Britain. — *Am. J. Insan., Baltimore 1918.*
- AUBERT (E.) et LETORT (Jean). — L'Alcoolisation de la France. — *Paris 1916., Bossard.*
- BALLET (Gilbert). — Sur les mesures à prendre contre l'alcoolisme. — *Bull. Acad. de Méd. 1915.*
- BARUCH (S.). — Alcohol in peace and war. — *Méd. Rec., New-York, 1917.*
- BERTILLON (J.). — L'Alcoolisme et les moyens de le combattre jugés par l'expérience. — *Paris 1904, Lecoffre.*
- L'Alcoolisme et les moyens de le combattre jugés par l'expérience. — *Rev. d'Hyg., Paris 1915.*
- CARTER (Henry). — The control of the drink trade in Britain. — *Londres 1919, Longmans, Green and Co.*
- CHARASSE (H.). — Le Problème de l'alcoolisme, principalement en France. — *Bordeaux 1914, Cadoret.*
- Congrès international contre l'alcoolisme. — XVI^e Congrès. Lausanne 1921
Résumé des rapports.
- COURMONT (P.) et ROCHAIX (A.). — Précis d'hygiène. — *Paris 1921, Masson et Cie.*
- D'ABERNON (Lord). — Alcohol : its action on the human organism. — *Londres, H. M. Stationery Office, 1917.*
- Public health and the control of the liquor traffic. — *J. State Med., Londres 1917.*
- Public health and alcoholism among women. — *J. State Med., Londres 1918.*
- DELAROUÉ. — Lutte contre les progrès de l'alcoolisme. — *Ann. d'hyg., Paris 1916.*
- DELOBEL. — Le Pêril alcoolique. — *Ann. d'hyg., Paris 1916.*
- EMERSON (H.). — Alcohol : a public health problem. — *Am. J. Pub. Health, Conc., N. H., 1917.*
- FERNET (G.). — A propos de l'alcoolisme. — *Bull. Acad. de Méd., Paris 1916.*

- FINOT (Jean). — L'Union sacrée contre l'alcoolisme. — *Paris 1916, E. Flammarion.*
- GORDON (Ernest). — The anti-alcohol movement in Europe. — *Londres 1914.*
- HARFORD (C.-F.). — Alcohol and the war. — *Brit. J. Surg., Londres 1914.*
- HERCOD (R.). — Das russische Alkoholverbot. — *Internat. Monatschr. z. Erforsch. d. Alkoholismus, Bâle 1915.*
- INSTITUTS SOLVAY. — Institut de Sociologie : L'Action de l'Etat contre l'alcoolisme. — *Bruzelles 1919, Lebegue et C^{ie}.*
- JACQUET (L.). — L'Alcool. — *Paris 1912, Masson et C^{ie},*
- JOHNSON (William-E.). — The liquor problem in Russia. — *American issue publishing C^o, Westerville, Ohio.*
- Ten Years of prohibition in Oklahoma. — *Ibid.*
- The federal government and the liquor traffic. — *Ibid.*
- JOHNSON (William-E.) et HERWIG (W.-J.). — Prohibition in Kausas. — *Ibid.*
- KELYNACK (T.-N.). — Drink [problem of to day. — *New-York 1916, E.-P. Dutton and C^o.*
- KOREN (J.). — Social aspects of drink ; with special attention to the prohibition movement. — *Atlantic Month., Boston 1916.*
- LACHAPELLE (G.). — L'Alcoolisme. — *Rev. de Paris 1915.*
- LANE (Winthrop-D.). — Prohibition and prosperity. — *The Survey, 6 Nov. 1920.*
- LETORT (Jean). — Le Régime de l'alcool en Russie. — *Communic. à la Soc. d'Econ. polit., 5 Juin 1917.*
- LOMEROSO (G.). — L'Alcoolismo in Italia. — *Arch. di Anthropol. crim., Turin 1916.*
- MAUREVERT (G.). — L'Alcool contre la France. — *Paris 1915, Semeuse.*
- MOSNY (É.). — La Lutte contre l'alcoolisme. — *Rev. d'hyg., Paris 1915.*
- NEWTON (J.). — The war and the drink problem ; the action of the Russia. — *Brit. J. Inebr., Londres 1915.*
- NOVOSELSKI (S.-A.). — Influence of the prohibition of the sale of spirituous liquors on mortality from alcoholism in Petrograd. — *Russk. Vrach., Petrograd 1915.*
- PIC (F.). — Les Droits sur l'alcool et le Privilège des bouilleurs de crû. — *Rev. prat. d'hyg. municip., Paris 1917.*
- REINACH (J.). — Les Lois antialcooliques et la Guerre. Conférence faite à la Ligue française de l'Enseignement, le 23 Avril 1915. — *Paris 1915, G. Rey.*
- RÔMER. — Alkoholismus und Krieg. — *Deutsche Med. Wochenschr., Leipzig et Berlin 1915.*

- ROSENSTOCK. — Welche Aufgaben fallen den Behörden zu für den Kampf gegen die Alkoholschäden in der Kriegzeit. — *Alkoholfrage, Berlin, 1914-1915.*
- SHAW (T.-C.). — The alcohol problem of to-day. — *Brit. J. Inebr. Londres, 1914.*
- SIMONIN (J.). — L'armement antialcoolique dans l'armée. — *Rev. d'hyg., Paris, 1915.*
- SIMPSON (J.-Y.). — The action of Russia in regard to alcohol. — *Brit. J. Inebr., Londres, 1916.*
- TOURNON. — Le régime de l'alcool et sa réforme nécessaire. — *Paris, 1916. Dunod et Pinat*
- TRIBOULET. — La vente et la consommation de l'absinthe et des boissons similaires. — *Bull. et Mém. Soc. méd. des Hôp. de Paris, 1914.*
- TRIBOULET. — La question de l'absinthe et de l'alcoolisme. — *Ibid.*
- TROMMERSHAUSEN. — Die antialkoholischen Massnahmen der deutschen Militär und Zivilbehörden während des Krieges in ihrer Bedeutung für Gegenwart und Zukunft. — *Alkoholfrage, Berlin, 1914-15.*
- VOSS (G.). — Vom russischen Alkoholverbot. — *Ibid.*
- WILLIAMS (E.-H.). — Alcohol, hygiene and legislation. — *New-York, 1915. Goodhue and Co.*
- WILLIAMS (E.-H.). The problem of inebriety. — *New-York, M.-J., 1915.*
-

PÉRIODIQUES

Annuaire antialcoolique international.
Anti-Saloon League Year Book.
L'Abstinence.
L'Etoile bleue.
Les Annales antialcooliques.
Le Travail.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-Propos	11
Introduction.....	13
Chapitre I. — La Russie tsariste et l'interdiction de la vodka	15
Chapitre II. — La Lutte antialcoolique en Bel- gique : La Loi Vandervelde .	25
Chapitre III. — L'Œuvre de la Commission anglaise de Contrôle du trafic des liqueurs.....	31
Chapitre IV. — La Prohibition de l'alcool en Amérique.....	43
Chapitre V. — L'Effort antialcoolique dans quel- ques autres pays.....	59
Chapitre VI. — Les Réformes législatives fran- çaises et la lutte antialcoolique	67
Chapitre VII. — Quelle doit être l'orientation de la lutte antialcoolique en France	81
Conclusions	87
Bibliographie.....	91
